

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

LE
MARIAGE PAR PROCURATION
DES MOBILISÉS

Loi du 4 Avril 1915

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

le 12 Juillet 1916

PAR

Louis DURAND

Aspirant au 7^e Bataillon de Chasseurs Alpins



LYON

A. REY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

1916

LE
MARIAGE PAR PROCURATION
DES MOBILISÉS

Loi du 4 Avril 1915

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM. THALLER, ✱, I. ✱, professeur honoraire.

AUDIBERT, ✱, I. ✱, professeur honoraire.

JOSSERAND, I. ✱, doyen, professeur de Droit civil.

HUVELIN, I. ✱, assesseur du doyen, professeur de Droit romain.

GARRAUD, I. ✱, ✱, correspondant de l'Institut, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), ✱, I. ✱, professeur de Droit romain.

COHENDY, O. ✱, I. ✱, ✱, professeur de Droit commercial.

PIC (Paul), ✱, I. ✱, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. ✱, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ✱, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. ✱, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. ✱, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

BROUILHET, I. ✱, professeur d'Economie politique.

LÉVY, I. ✱, professeur de Droit civil.

GONNARD, I. ✱, professeur d'Histoire des Doctrines Économiques et d'Economie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. ✱, professeur de Procédure civile.

PICARD, agrégé, chargé de cours de Droit civil.

BECQ (Joseph), I. ✱, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

MM. JOSSERAND, professeur. *Président.*

LÉVY, professeur	} <i>Assesseurs.</i>
PICARD, chargé de cours	

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

LE
MARIAGE PAR PROCURATION
DES MOBILISÉS

Loi du 4 Avril 1915

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

le 12 Juillet 1916

PAR

Louis DURAND

Aspirant au 7^e Bataillon de Chasseurs Alpins



LYON

A. REY, IMPRIMEUR-EDITEUR DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

—
1916



Digitized by the Internet Archive
in 2026



L E

MARIAGE PAR PROCURATION

DES MOBILISÉS

Loi du 4 Avril 1915

INTRODUCTION

Intérêt du problème.

La guerre actuelle, qui exerce son emprise dans tous les domaines de l'action et de la spéculation, l'exerce pareillement dans le domaine du Droit. Le Droit International, bouleversé par l'emploi d'engins nouveaux, se retirera très certainement modifié de la lutte. Le Droit Public voit chaque jour s'affirmer des principes nouveaux. Dans le Droit Civil, de graves problèmes sont nés. Nous citerons, entre autres, le problème des loyers, celui des orphelins de la guerre et la question du mariage des mobilisés.

La solution de ces différents problèmes ne pouvait être trouvée dans les principes ordinaires du Droit. Le principe du respect absolu des contrats ne permettait en aucune façon de résoudre équitablement le problème des loyers. Le principe de l'organisation familiale de la puissance tutélaire ne donnait pas une solution satisfaisante à l'angoissante question

des orphelins de la guerre. Le principe de la présence nécessaire des futurs conjoints au moment de la célébration du mariage était essentiellement contraire à la situation militaire des mobilisés.

A des problèmes d'un caractère si nouveau, il fallait donc d'autres solutions que celles que pouvait fournir le Droit Commun.

Certes, à l'heure où nous écrivons, on est loin de s'entendre sur les formules nouvelles que le Législateur sanctionnera. Des conflits violents heurtent les uns contre les autres les principes traditionnels et les principes nouveaux que l'on voudrait faire pénétrer dans le domaine du Droit. Des solutions partielles sont acquises, quelquefois même un accord définitif est intervenu, mais le Droit Civil de la guerre n'est pas encore entièrement formé. Aussi, serait-il prématuré de vouloir tenter une étude sur la formation ou la signification de ce Droit, ou tout au moins, nous l'avouons humblement, un tel essai nous paraît au-dessus de nos forces.

Mais, parmi ces problèmes, il en est un d'ampleur limité, pour lequel une solution définitive a été trouvée et sanctionnée de suite par la Loi, qu'il est par suite permis d'examiner d'une façon plus sûre, c'est celui du mariage des mobilisés.

Les nécessités militaires s'opposaient à ce que les mobilisés fussent eux-mêmes présents à la célébration de leur mariage : on a décidé qu'il pourrait avoir lieu par procuration.

Nous avons choisi cette matière très simple, très limitée, beaucoup moins pour en faire une étude en soi, une étude pratique, que pour dégager la signification du procédé qui a été employé par la Loi. Nous avons dit plus haut qu'un conflit s'était élevé entre les principes traditionnels et les principes nouveaux que certains voulaient admettre ; précisément, dans notre matière, nous assisterons à un conflit de ce genre. Deux procédés ont été proposés : l'un, quelque peu révolutionnaire mais d'allure plus nette, dont l'admission aurait entraîné un

bouleversement des principes du Code en matière de formes du mariage : c'est le procédé de la Déclaration. L'autre, ancien, dont le Droit Romain et notre ancien Droit s'étaient déjà servis, qui se présentait comme un procédé essentiellement provisoire, nullement dangereux quant à ses conséquences : c'est le procédé de la Procuration.

C'est ce deuxième procédé que le Législateur a admis.

Après un historique très sommaire du mariage par procuration en Droit Romain et en Droit Français, nous montrerons quelles nécessités l'ont fait revivre à notre époque et sous quelles formes. Nous comparerons ensuite les deux procédés de la procuration et de la déclaration et, en étudiant la Loi du 4 avril 1915, qui a remis en honneur la procuration, nous essayerons de prouver qu'il eût été préférable d'arriver au même résultat, faciliter le mariage des mobilisés, sous une forme plus simple et surtout plus rapide.

HISTORIQUE

§ 1. — Droit romain.

Vir absens uxorem ducere postest, femina absens nubere non potest. Nous trouvons les conditions de ce mariage et les raisons de la distinction entre l'absence de l'homme et de la femme dans un texte de Pomponius au « Digeste », livre V, xxiii, 2: L'homme absent peut se marier ; il transmettra, à cet effet, son consentement par lettre ou par nuncius. Mais ce consentement ne suffisait pas. A cette époque, le mariage reposait peut-être plus encore sur la *deductio mulieris in domum mariti* que sur un échange de consentements. Rien encore ne rendait le mariage public, c'était un acte purement familial et non pas, à proprement parler, un acte juridique. La Loi n'avait posé aucune règle bien précise sur sa formation, exclusivement régie par la coutume des ancêtres et la Jurisprudence des Pontifes. Le *consensus* des époux n'avait plein effet que si la communauté d'existence pouvait immédiatement commencer. C'est précisément la cérémonie de la *traditio in domum mariti* qui rendait public le mariage. Quand le mari était absent, cette cérémonie subsistait ; la femme, solennellement *deducta in domum mariti*, commençait à vaquer aux soins du ménage et prouvait bien ainsi son intention de se tenir à la disposition de son mari quand il serait de retour.

Tout au contraire, l'absence de la femme rendait le mariage impossible, car cette *deductio* aurait, dans ce cas, perdu toute sa

signification symbolique. En effet, le mari ne pouvait être conduit au domicile de la femme ; ce n'était pas là le domicile légal du mariage et l'on ne pouvait pas dire qu'il eût sa femme à sa disposition, ne pouvant pas la forcer à rentrer chez elle.

Mais alors comment distinguer le mariage de l'union irrégulière sous ses deux formes : concubinat et concubinage ? La réponse était que le mariage supposait l'intention du mari d'avoir une épouse légitime, de l'élever à son rang, *de la rendre son égale*, et la volonté correspondante de la femme. C'est ce qu'on appelait l'*affectus maritalis*. Ainsi s'explique la définition romaine du mariage, qui met en relief l'entrée de l'épouse dans la condition religieuse et civile du mari :

Individuæ, vitæ consuetudo, consortium omnis vitæ, divini atque humani juris communicatio.

Créer l'égalité entre les deux époux (Planiol, III, p. 2) était le caractère fondamental du mariage romain. C'était cela qui distinguait le mariage de l'union irrégulière et *non pas l'indissolubilité*, puisqu'elle n'existait pas. Au contraire, dans les temps modernes, le mariage est indissoluble ou dissoluble, seulement dans certains cas et sous certaines conditions.

§ 2. — Ancien droit français.

Dans l'ancien Droit, le mariage par procureur resta licite, mais, à l'exemple du Droit Germanique, la déduction romaine fut remplacée par une nouvelle cérémonie, dans laquelle le procureur jouait un rôle assez singulier : non seulement il devait apporter le consentement de l'époux absent, mais il devait aussi, le premier soir, prendre sa place. Il devait coucher avec la jeune épousée, mais tout armé, le bras droit et le pied droit nus, une épée entre eux.

Plus tard, quand la théorie des *spousalia* fut admise, le mariage, contrat purement consensuel, put être contracté entre

absents par mandataire. Le vieil usage germanique disparut : le mandataire devait simplement apporter le consentement de son mandant : c'était l'application logique de l'idée romaine du contrat. Du reste, cette opinion, admise dans la Glose du Décret C. XXX, n° 15, fut sanctionnée par un Décret d'Innocent III. La distinction qu'avait établie le Droit Romain entre l'absence de l'homme et de la femme disparut et *jure canonico* on décida que la Loi devait être la même pour les deux conjoints, puisque dans les deux cas le seul consentement de l'époux absent importait. Cependant, comme les *verba* avaient une grande importance dans le mariage ancien, il sembla qu'il fut impossible entre absents, précisément à cause de l'impossibilité matérielle d'échanger les paroles sacramentelles. On écarta cette difficulté en soutenant que le mandataire prononcèrait ces paroles au lieu et place de son mandant et on créa même une formule spéciale pour ce cas. Il s'ensuivit qu'au lieu d'une lettre ou d'un simple nuncius, comme à Rome, il fallut un véritable procurator, tenant la place de son mandant. Trois conditions étaient exigées :

1° Il fallait une procuration spéciale pour épouser la personne nettement déterminée dans la procuration ;

2° Le procureur devait contracter lui-même, à moins que le mandant ne lui ait donné la faculté expresse de pouvoir constituer un autre procureur ;

3° Le mandat du procureur ne devait pas avoir été révoqué avant la célébration du mariage.

La révocation de la procuration empêchait la validité du mariage, quoiqu'elle ne fût connue ni du procureur, ni de la personne avec qui il devait contracter. En cela, le mariage différait des autres contrats, auxquels on donne effet contre le mandant lorsque son procureur et celui avec qui il a contracté ont traité de bonne foi dans l'ignorance de la révocation du mandat. La raison de cette différence, dit Pothier, est que « le consentement des parties est tellement de l'essence du mariage

au temps auquel il se contracte que lorsqu'il a cessé par la révocation de la procuration, quoique ignorée, il ne peut pas se suppléer par quelque cause que ce soit ».

Lorsque, en 1563, le Concile de Trente décida que le consentement ne suffisait plus, que la célébration en présence du *proprius parrochus* et des témoins était indispensable, la règle pour les mariages par procureur, jusque-là admise par l'Eglise, sembla inapplicable. Cependant, comme on tenait à conserver ces sortes de mariage, on fit ressortir que la nouvelle règle du Concile de Trente avait surtout été édictée contre les mariages clandestins. Dans le cas du mariage par procureur, au contraire, le mariage ne sera pas secret, puisque dans toutes les cérémonies le procureur remplacera le mandant. Quant au mandataire, on se demanda si c'était un mandat ordinaire ou s'il devait être donné en présence du *proprius parrochus* et des deux témoins.

On s'écarta du Droit Commun et on admit qu'un mandat donné dans les formes ordinaires suffirait. On alla même jusqu'à conclure que le prêtre devant qui se célébrerait le mariage n'avait pas à juger la réalité du mandat et la valeur du mandataire. On était, d'ailleurs, très large pour le choix de ce mandataire : on n'exigeait de lui aucune qualité d'âge ou de sexe. En résumé, on arrivait à considérer les deux parties comme juridiquement présentes, la partie absente étant représentée par mandataire.

Les théologiens ne furent jamais bien d'accord sur la nature de ces mariages. Les uns les regardèrent comme de véritables mariages, avant même la ratification en personne, qu'ils disent toujours être nécessaire. Les autres ne regardent ces mariages comme sacrements qu'après la ratification des parties.

Du reste, depuis le Concile de Trente, la célébration du mariage par procureur n'a plus de sens, puisqu'elle n'empêche pas qu'une autre célébration entre les parties elles-mêmes ne soit nécessaire.

Pour des raisons de haute convenance, les mariages par procureur furent toujours admis pour les mariages de souverains et princes du sang lorsque la princesse qu'ils demandaient en mariage demeurait dans un pays éloigné.

Le fondé de procuration et la future épouse se rendaient ensemble à l'église, où avaient lieu les cérémonies ordinaires du mariage. Il était même autrefois d'usage qu'après la cérémonie, la princesse se mit au lit et qu'en présence de toute la cour, le fondé de pouvoir, étant armé d'un côté, mit une *jambe bottée* sous les draps de la princesse. Il en fut fait ainsi lorsque Maximilien d'Autriche, roi des Romains, épousa par procureur Anne de Bretagne.

Frédéric III et Eléonore de Portugal, Maximilien et Anne d'Autriche, Henri III et Marie de Médicis s'étaient déjà mariés par procuration.

Plus près de nous, c'est encore par procuration qu'eut lieu, le 24 février 1739, le mariage de Madame avec l'infant don Philippe, troisième fils de Philippe V, roi d'Espagne, et d'Elisabeth Farnèse. La première cérémonie se fit dans la chapelle de Versailles ; « le cardinal de Rohan, grand aumônier de France, demanda au Duc d'Orléans, si, comme procureur de don Philippe, il prenait Madame Louise-Elisabeth de France pour sa femme et légitime épouse. Il fit pareille question à la princesse et leur donna la bénédiction nuptiale ». Le mariage fut définitivement célébré à Alcalá.

Ferdinand, prince des Asturies, épousa, au nom du Dauphin de France, Marie-Thérèse-Antoinette-Raphaële, infante d'Espagne, sa sœur. Le mariage fut célébré à Madrid le 18 décembre 1744, et la seconde bénédiction nuptiale fut donnée dans la chapelle du château de Versailles le 23 février 1745. Le Dauphin de France, étant devenu veuf, épousa, à Dresde, la princesse de Saxe par procureur, et, le 9 février 1747, ce prince et cette princesse reçurent à Versailles la bénédiction nuptiale des mains du coadjuteur de Strasbourg.

Rappelons, enfin, pour en finir avec les mariages princiers par procureur, que Napoléon I^{er} se maria par procuration à Vienne le 11 mars 1810 et que la célébration fut renouvelée à Paris le 1^{er} avril 1810.

§ 3. — Code civil.

Le mariage par procuration n'a pas été admis par le Code. Les futurs époux doivent se présenter en personne devant l'officier de l'état civil. La Loi ne le dit expressément nulle part, mais partout elle suppose la présence réelle des deux époux.

Nous croyons qu'il est permis de conclure et des textes et du caractère essentiel du mariage, que la présence des époux s'impose, en ce sens, du moins, que l'officier de l'état civil doit refuser de procéder à la célébration du mariage en présence d'un mandataire.

L'article 36 du Code Civil porte : « *Dans les cas où les parties intéressées ne seront point obligées de comparaître en personne, elles pourront se faire représenter, etc....* »

La Loi dit : dans les cas ! il y en avait donc au moins un autre avec celui du divorce par consentement mutuel (ancien art. 294) ; or, il est à supposer que ce cas est celui de la célébration du mariage ; d'abord parce que la loi qui exigeait la présence des parties elles-mêmes, pour dissoudre le mariage, a dû vouloir cette présence pour le former ; ensuite, parce que cette intention résulte de la discussion au Conseil d'Etat sur les articles 146 et 180, au cours de laquelle le premier consul fit remarquer, sans soulever de contradiction, que le mariage ne pouvait plus avoir lieu qu'entre personnes présentes (1) ;

(1) Séance du 24 frimaire an X. — Au cours de la discussion du titre V (Du Mariage), chapitre 1^{er}, article 2 (correspondant à l'article 146 du Code Civil), ainsi conçu : « Il n'y a point de mariage lorsqu'il n'y a pas de consentement », le Premier Consul dit sans être contredit : « Les principes

enfin, parce que les articles 74 et 75 parlent toujours des parties et ne supposent même pas qu'elles pourront se faire représenter par un fondé de pouvoir comme la loi a pris soin de le dire dans d'autres cas (art. 933).

Sans doute la lecture de certaines pièces n'est pas prescrite à peine de nullité, mais elle témoigne de l'esprit de la Loi ; elle prouve que la Loi tient à la présence des parties. Faite à un mandataire cette lecture, du reste, devient ridicule.

Le mariage réside dans l'engagement libre des personnes. Il laisse supposer que ceux qui s'enchaînent à jamais l'un à l'autre se sont vus, observés, agréés ; il laisse supposer qu'ils sont en présence, se voient, s'observent et témoignent qu'ils s'agrément. Il faut que leur volonté soit entière et certaine au moment de la célébration, qu'ils la déclarent, eux-mêmes, publiquement à l'officier de l'état civil. Leur présence devant ce magistrat est une précaution nécessaire contre l'erreur ou la contrainte. Ne peut-il, en effet, arriver quelquefois qu'une admonestation sévère ou paternelle du maire rende la liberté du consentement à un jeune homme ou à une jeune fille, venus devant lui, sous l'empire de la peur ou de fallacieuses promesses ?

Le contrat par procuration est contraire à la raison de la Loi et avec Vazeilles (1) nous dirons qu'on ne doit pas le croire permis parce que la Loi ne l'a pas défendu, mais qu'on doit le juger interdit parce qu'elle ne l'a point autorisé.

La théorie de la présence indispensable des époux à la célébration du mariage se trouve consacrée par un arrêt (le seul en la matière) de la Cour de Bastia du 2 avril 1849 (2).

invoqués ont été imaginés dans le temps où les mariages pouvaient être contractés par procuration. — Ils sont devenus sans objet depuis que le mariage n'a plus lieu qu'entre personnes présentes.

Et M. Roederer ajouta : « Au moment où le mariage est formé, les époux sont en présence, etc... »

(1) Vazeilles, *Traité du Mariage*.

(2) La Cour : Considérant que les lois, en entourant le mariage de solen-

Le Code Civil italien, pour rendre toute controverse impossible, exige textuellement que l'une et l'autre des parties réponde PERSONNELLEMENT à l'interpellation de l'officier de l'état civil (art. 94).

Mais, même en l'absence d'une telle précision, la nécessité d'une réponse personnelle résulte des exigences de la situation.

Il faut, de plus, nous le répétons, réserver à chacun des deux époux la possibilité d'être influencé par les circonstances qui peuvent se produire jusqu'au moment du « oui » sacramentel. On a vu, très souvent, en effet, une des parties répondre négativement à la question posée par le maire, soit qu'un incident venant de se produire l'ait éclairée, soit que pour la première fois, elle se soit sentie libre et protégée dans sa liberté.

Les derniers échos de la controverse se sont, du reste, évanouis aujourd'hui en présence du texte de la Loi du 4 avril 1915 qui vient apporter une dérogation formelle à la règle de la nécessité de la présence.

nité, ont prescrit pour sa célébration des formalités dont l'accomplissement peut seul en assurer la validité, les avantages et le but; considérant que si, dans les actes ordinaires de la vie privée et qui ne se réfèrent qu'à des intérêts matériels, les parties peuvent se faire représenter par des mandataires, la présence des époux à la célébration du mariage est une condition tellement essentielle qu'on ne saurait y suppléer autrement; considérant qu'il importe à la stabilité, à la paix des familles, que les membres de la Société qui se proposent de s'engager dans les liens du mariage y soient amenés par une volonté réfléchie, déterminée, persévérante, qu'elle soit exprimée au moment solennel où leur union reçoit la sanction légale;* considérant qu'une procuration peut bien prouver que lorsqu'elle a été donnée, la personne absente avait l'intention de contracter mariage, mais elle ne garantit pas que cette intention ait été la même le jour de la célébration; que c'est autant pour s'assurer de cette volonté que pour éviter les inconvénients résultant des mariages par procuration qu'ont été conçus les articles 75 et 76 du Code Civil, dont les dispositions ne permettent pas d'admettre la possibilité des mariages hors de la présence des époux.

Par ces motifs, déclare, etc...

PREMIÈRE PARTIE

DE LA NÉCESSITÉ

D'APPORTER DES MODIFICATIONS AU DROIT COMMUN

DEVANT LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS

CHAPITRE PREMIER

LA SITUATION NOUVELLE

§ I. — Procédure actuelle du mariage.

Pour mieux montrer combien les formalités légales du mariage étaient incompatibles avec les surprises d'une mobilisation et ses conséquences il est indispensable de rappeler en quelques mots le formalisme du mariage civil tel qu'il fut institué par le Code de 1804.

Avant la célébration de tout mariage chaque époux doit remettre à l'officier de l'état civil un certain nombre de pièces : les unes constatant ses capacités personnelles, acte de naissance ou de notoriété : les autres apportant le consentement des ascendants et les autorisations diverses, s'il en est besoin ; d'autres enfin établissant que les formalités préalables au mariage, telles que publications, certificats de non opposition, etc., ont été accomplies. En résumé chaque époux devra se

munir d'un grand nombre de certificats qui le plus souvent lui coûteront des démarches et de l'argent.

Depuis longtemps déjà on a essayé de lutter contre cet excès de formalisme. Déjà, une loi de 1851 a dispensé les indigents des droits et a chargé les officiers de l'état civil de rechercher les actes nécessaires à leur mariage. Plus tard, en 1896, on a restreint les nécessités des publications, et en 1907 on a supprimé les actes respectueux en les remplaçant par une notification.

Mais le grand nombre de faux ménages démontre que l'on n'a pas encore fait assez. Dans bien des cas ces unions irrégulières sont la conséquence du trop grand nombre de démarches à faire qui lassent la patience des futurs époux. Ils se résignent alors à vivre en une cohabitation, rarement régularisée plus tard, par suite des circonstances ou par abandon. Le concubinage, véritable péril social, se trouve en grand progrès surtout dans la population ouvrière des villes ; les unions de ce genre, dépourvues de toute sanction, sont à la merci d'une querelle ou d'un caprice. Malheureusement, bien de ces situations sont le résultat indéniable des formalités compliquées dont le Code Civil entoure le mariage.

Depuis bien longtemps, sous la pression des événements, on demande la revision des lois et règlements sur le mariage civil. Une commission a été nommée et a fonctionné au ministère de la Justice, sans résultat. Des propositions de lois ont été déposées par différents parlementaires avant la guerre, elles n'ont pas été votées.

Il serait peut-être temps d'aboutir à un acte officiel qui, tout en permettant et en consacrant les effets utiles du mariage réduirait au minimum les formalités et les paperasses exigées jusqu'ici, sans nécessité absolue (1).

(1) Pour prouver combien sont excessives ces formalités, nous tenons à reproduire ici la feuille imprimée qu'on remet à Paris aux candidats au

§ II. — Nécessité de la simplifier.

En présence des événements tragiques de cette guerre, il convenait de résoudre une question qui, à l'heure de la mobi-

mariage. On ne s'étonnera pas, ainsi, que la classe ouvrière se laisse décourager par ces exigences.

VILLE DE PARIS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ÉTAT CIVIL

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

Mairie du ^e Arrondissement

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX CONCERNANT LES MARIAGES

Pour contracter mariage, le futur doit être âgé d'au moins dix-huit ans et la future de quinze ans.

Le mariage peut être célébré indifféremment et au choix des parties, à la mairie du domicile du futur ou de la future ou de leur résidence établie par un mois d'habitation continue à la date de la publication prévue par la loi.

La publication dure *dix* jours, lesquels doivent comprendre deux dimanches.

Les jours ordinaires de mariage sont les mardis, jeudis et samedis, le matin.

Les pièces doivent être déposées à la mairie où sera célébré le mariage.

Il est nécessaire que les futurs soient *tous les deux présents* le jour du dépôt des pièces en vue de la publication, à moins qu'ils ne soient remplacés par leur père, leur mère, ou un représentant mandaté à cet effet.

Tous les actes d'état civil nécessaires au mariage peuvent être demandés :

Soit à la mairie de la commune dans laquelle ils ont été dressés ;

Soit, *de préférence*, au greffe du Tribunal civil duquel dépend cette commune.

Ils doivent être établis sur papier timbré. Toutefois, ceux qui proviennent de la mairie où doit se célébrer le mariage, sont, par exception, délivrés sur papier libre.

Les actes et pièces délivrés dans un département autre que celui où doit

lisation, se posait, angoissante, à des milliers de Français. Cette question réclamait une solution rapide parce qu'elle touchait à la famille, parce qu'elle devait décider de la vie et de l'honneur de femmes et d'enfants.

Surpris par la mobilisation, obligés de rejoindre leur corps sans délai, de nombreux militaires et marins, dans le désarroi et la précipitation des départs, avaient été empêchés de donner suite à un projet de mariage et avaient quitté leur foyer avec une seule crainte : celle d'être privés, par une mort soudaine, de l'accomplissement d'un devoir sacré.

se célébrer le mariage et ceux délivrés en Alsace-Lorraine, en Belgique et dans le Grand-Duché de Luxembourg, doivent être *légalisés* par le président du Tribunal civil de l'arrondissement ou par le juge de paix du canton.

Les actes et pièces délivrés dans les autres *pays étrangers* doivent être légalisés par les autorités de ces pays ou par les consuls français, puis par le ministre des Affaires étrangères à Paris, traduits par un interprète juré et timbrés par un bureau d'enregistrement.

PIÈCES A PRODUIRE POUR CONTRACTER MARIAGE

§ I: — A TOUT AGE

1^o L'Acte de Naissance.

Cet acte ne devra pas avoir été délivré depuis plus de trois mois au jour du mariage, s'il a été délivré en France, et depuis plus de six mois, s'il a été délivré dans une colonie ou dans un Consulat.

Au cas où cet acte ne pourrait être fourni, il y est suppléé par un acte de notoriété dressé par le Juge de paix et homologué par le Tribunal du lieu où sera célébré le mariage.

2^o Un Certificat constatant le domicile (ou la résidence) actuel et sa durée.

Si ce domicile (ou cette résidence) est d'une durée inférieure à six mois, un autre certificat constatant le domicile (ou la résidence) antérieur et sa durée, est nécessaire.

Ces certificats sont délivrés par le propriétaire, le gérant ou le concierge, et visés par le commissaire de police.

Pour les personnes en service, les certificats doivent être établis par les

Combien de femmes allaient souffrir d'une législation qui ne pouvait prévoir un état de guerre exceptionnel ! Combien d'enfants étaient exposés à vivre, désormais, sans famille et sans nom !

patrons chez lesquels elles sont ou ont été logées et visés également par le commissaire de police.

NOTA. — Ces pièces sont indispensables pour CHACUN des époux, dès la déclaration à fin de publication.

§ II. — DE 21 ANS A 30 ANS

Outre les pièces indiquées dans le § I, produire :

1° Si les pères et mère sont vivants et n'assistent pas au mariage :

a) Leur Consentement.

(Il est reçu par un notaire ou par l'officier de l'état civil de leur domicile.)

b) S'ils refusent de consentir, il y est suppléé par une Notification signifiée par notaire, et le mariage peut, dans ce cas, être célébré trente jours francs écoulés après justification de cette notification.

2° S'ils sont morts :

Leur Acte de décès.

3° S'ils sont absents (c'est-à-dire disparus) :

— Le Jugement qui a déclaré l'absence ;

— A défaut, un Acte de Notoriété dressé par le Juge de paix du dernier domicile.

4° S'ils sont dans l'impossibilité de consentir valablement :

La mairie indiquera les pièces nécessaires, suivant les causes de cette impossibilité.

§ III. — JUSQU'A 21 ANS

Outre les pièces indiquées dans le § I, produire :

1° Si les père et mère sont vivants et n'assistent pas au mariage :

Leur Consentement.

2° Si les père et mère sont décédés, absents ou incapables :

a) Justifier de leur décès, de leur absence ou de leur incapacité au moyen des pièces indiquées au paragraphe II ci-dessus.

b) Consentement des Aïeuls paternels et maternels.

3° Si tous les ascendants sont décédés ou absents :

Outre la preuve de leur décès ou de leur absence, produire le Consentement donné par le Conseil de famille.

NOTA. — Les pièces énumérées aux paragraphes II et III doivent être

Il importait de satisfaire sans retard aux légitimes aspirations de ceux qui voulaient se créer un foyer ou qui désiraient le

remises au plus tard au moment de la fixation du mariage, c'est-à-dire quatre jours avant cette date.

§ IV. — PIÈCES DIVERSES

Livret militaire. — Certificat d'exemption (jusqu'à quarante-cinq ans).

En cas d'activité : *Permission de l'Autorité militaire.*

Certificats de non-opposition des mairies où ont lieu des publications.

Certificat du Notaire, s'il y a eu contrat de mariage.

Dispenses d'âge, de parenté ou d'alliance, s'il y a lieu.

S'il y des *enfants à légitimer* :

— En faire la déclaration avant le mariage et produire le bulletin de naissance des enfants.

(L'omission de la légitimation dans l'acte de mariage est irréparable.)

POUR UN SECOND MARIAGE :

a) Acte de décès du précédent époux.

b) Copie de la transcription du divorce.

(Ces pièces doivent être produites dès la déclaration à fin de publication.)

La femme ne peut se remarier que dix mois à compter du décès de son précédent époux.

La femme divorcée peut se remarier aussitôt après la transcription du jugement ou de l'arrêt ayant prononcé le divorce, si toutefois il s'est écoulé trois cents jours après le premier jugement préparatoire, interlocutoire, ou au fond, rendu dans la cause.

ÉTRANGERS :

La mairie indiquera les pièces à produire.

§ V. — COUT DES EXTRAITS D'ACTES DE L'ÉTAT CIVIL EN FRANCE

	Dans les villes au-dessous de 50,000 habitants.	Dans les villes de 50,000 habitants et au-dessus.	A Paris.
Actes de naissance ou de décès . .	2 10	2 30	2 55
Actes de mariage ou de transcription de divorce.	2 40	2 80	3 30

Le coût de la publication (y compris le certificat de non-opposition) est de 1 fr. 20 pour chacune des communes où elle doit avoir lieu ; celui des actes de consentement reçus par les officiers de l'état civil est de 4 fr. 35.

Ajouter à ces prix 0 fr. 25 pour la légalisation de chaque acte ou pièce, quand elle est nécessaire, et 0 fr. 10 par pièce ou acte pour frais d'envoi.

rendre légal. L'idée que leur sacrifice à la Patrie n'aurait pas frappé, déshonoré peut-être une femme, des enfants, la pensée que leur glorieux dévouement donnerait à leur nom plus d'éclat, et plus de fierté à ceux qui avaient le droit de le porter allaient être pour eux un encouragement puissant et un doux réconfort.

Le Législateur a compris son devoir, et il est venu au secours de nos soldats, en leur permettant de régulariser une situation anormale et précaire autant que douloureuse.

Nous nous bornons, ici, à constater son zèle ; nous aurons à nous demander, au cours de cette modeste étude, s'il a atteint le but désirable.

La nécessité d'une loi s'imposait en présence d'une guerre que l'on espérait courte, mais qui, aussitôt après la victoire de la Marne, s'annonçait comme devant durer. Dans les premières semaines de 1915, une *deuxième* campagne d'hiver n'apparaissait pas comme invraisemblable et, les nécessités de la défense nationale n'ayant pas encore permis d'inaugurer le système de permissions, il fallait organiser le mariage à distance.

§ 3. — Comment est née l'idée d'une loi nouvelle.

Avant d'étudier la Loi du 4 avril 1915, en elle-même, il nous faut examiner comment elle est née.

Notons avant tout que, pour faciliter dans la mesure de leurs moyens les unions projetées, les procureurs de la République ont très largement et très libéralement usé du pouvoir que leur conférait l'article 169 du Code Civil, modifié par la Loi du 21 juin 1907, ainsi conçue : « Le procureur de la République dans l'arrondissement duquel sera célébré le mariage peut dispenser, pour des causes graves, de la publication et de tout délai ».

On a dit et on a répété qu'au début des hostilités, les maires

de toutes les communes de France avaient reçu une circulaire les autorisant à procéder aux mariages sans tenir compte des dispositions relatives aux publications. C'est d'abord M. Schaffhauser qui, dans les lois nouvelles, écrit : « Les maire n'avait pas reçu communication de la circulaire adressée à tous les maires de France, les avisant qu'en raison des circonstances, et conformément aux prescriptions du Législateur, il pouvait être procédé aux mariages sans qu'il ait fait de publications. » C'est ensuite, sous la plume de M. Paul Berton, président honoraire à la Cour d'Orléans, que nous trouvons, dans les deux phrases suivantes, une déclaration analogue :

« Dès le début de la guerre, le *Gouvernement* a fait savoir à tous les maires qu'en raison des circonstances exceptionnelles que nous traversons, ils pouvaient, sans aucune publication, marier, avant leur départ, les hommes appelés au secours de la France menacée », et, plus loin : « Le maire, au milieu de ses préoccupations personnelles, oublie qu'en même temps que le décret de mobilisation, il en avait paru un autre, supprimant les publications. »

Nous devons avouer que nous n'avons nulle part trouvé trace de la circulaire et du décret précités. Nous ne voulons pas accuser d'erreur les jurisconsultes dont nous venons de parler, mais, après nos infructueuses recherches, nous sommes presque en droit d'affirmer qu'en ce qui concerne le décret au moins, il n'a jamais été rendu. Nous sommes, au surplus, d'autant plus enclin à le croire que pareille disposition eût été inutile, sinon inopérante.

L'article 169 du Code Civil, modifié comme nous l'avons indiqué, nous paraît, en effet, pleinement suffisant pour permettre aux chefs des Parquets de première instance d'accorder les dispenses de publications que l'ancien article 169 avait confiées au chef de l'Etat. Le Procureur de la République, dans l'arrondissement duquel sera célébré le mariage, peut donc dispenser de toute publication et de tout délai.

L'urgence d'un nouveau décret sur la matière ne se faisait donc nullement sentir. Les magistrats du Parquet, chaque fois qu'ils en ont été sollicités, ont fait une très large application de la loi pour faciliter l'union de soldats mobilisés désireux de contracter mariage ou de régulariser leur situation avant leur départ aux armées.

M. Bégin, substitut du Procureur de la République de la Seine, prenait même l'heureuse initiative d'envoyer, dès le 5 août 1914, une note aux maires de Paris pour les aviser qu'il les autorisait à procéder au mariage immédiat des mobilisés, avec dispense de publications, en se contentant d'un livret militaire, livret de famille ou de retraites ouvrières, et en acceptant les extraits ou bulletins de naissance remontant à plus de trois mois.

Et nous supposons que cet exemple a trouvé des imitateurs dans les Parquets de province.

En l'état des textes sur la matière, on pourrait, tout au plus, regretter que des maires aient oublié ou ignoré ces opportunes dispositions de notre Code Civil, si cette ignorance ou cet oubli n'avaient contribué à attirer l'attention des pouvoirs publics sur cette si intéressante question.

Voici, en effet, dans quelles circonstances et à quelle occasion elle s'est posée :

Un mobilisé, désireux de régulariser une union de laquelle était déjà né un enfant, était allé trouver le maire de sa commune et lui avait exposé ses justes et vives préoccupations ; le temps pressait, il était tenu de rejoindre son dépôt dans les deux jours ; les publications ne pouvaient donc être faites.

Le maire, ne connaissant pas les prescriptions de la Loi, refusa de passer outre aux publications, et notre mobilisé, désespéré, partit au front, se demandant ce que deviendraient sa concubine, son enfant, s'il venait à être tué à l'ennemi.

Cette douloureuse situation fut signalée à la Société des Amis de Samois, qui compte parmi ses membres d'éminents juristes.

Elle s'en émut et rechercha s'il ne se trouverait pas un moyen, en l'absence même du futur conjoint, de transformer cette union irrégulière en mariage.

S'appuyant sur les dispositions de l'article 36 du Code Civil, qui décide que « dans le cas où les parties intéressées ne seront point obligées de comparaître en personne, elles pourront se faire représenter par un fondé de procuration spéciale et authentique », il parut alors à certains que le mariage pouvait être célébré par procuration, après que le futur aurait donné pouvoir à un mandataire de le représenter, puisque de nombreux auteurs ont soutenu qu'en matière de mariage, la Loi n'exigeait, expressément nulle part la présence des futurs époux.

Nous avons dit, en étudiant l'article 75 du Code Civil, ce qu'il fallait penser de cette théorie.

Néanmoins, s'emparant du doute qui pouvait encore subsister en doctrine et en jurisprudence sur la portée et sur les termes de cet article, animés, du reste, du zèle le plus louable, ils tentèrent de faire bénéficier de ce doute le mobilisé, s'appuyant, au surplus, sur l'opinion émise et soutenue dans le *Répertoire de Droit* de MM. Labori et Schaffhauser (deux membres de la Société des Amis de Samoï) « qu'on admet, d'une manière générale, qu'un mariage célébré par mandataire demeure valable en vertu de ce principe absolu, en matière de mariage : *pas de nullité sans texte* » ; d'où l'on pouvait conclure qu'il n'y avait aucun inconvénient à donner la satisfaction demandée, puisque, le mariage une fois célébré, devenait irrévocable et que le vice initial, *en admettant qu'il y en eût un*, disparaissait de façon complète.

En présence de ces arguments, qui lui parurent, sinon décisifs, du moins suffisants, le maire de la commune, qui s'était associé de grand cœur à cette œuvre, promit de ne pas s'opposer à la célébration du mariage, sous réserve, cependant, de l'autorisation du Procureur de la République. On pouvait espérer que les circonstances particulières dans lesquelles le pro-

blème se présentait auraient pu déterminer celui-ci à accepter une solution qui ne préjudiciait à personne, d'autant plus qu'en Droit, le mariage, une fois célébré, devenait inattaquable.

Le mandataire choisi, on n'eût plus qu'à attendre la décision de ce magistrat : elle fut défavorable, le Parquet se refusant à sanctionner une pareille interprétation de la Loi et craignant de créer un précédent qui aurait pu engager sa responsabilité. Et le Parquet eut raison ! L'article 30 du Code Civil, nous l'avons vu, interdisant *implicitement* la procuration pour certains actes de l'état civil quand il dispose : « Dans les cas où les parties intéressées ne seront point obligées de comparaître en personne. » Ces actes sont, à n'en pas douter, les actes de mariage, que la procuration fausserait, tandis qu'elle ne présente aucun inconvénient pour les actes de naissance ou de décès, qui n'ont pas le caractère de véritables contrats, mais sont de simples déclarations.

Quoi qu'il en soit, il restait quelque chose de cette initiative : la question était posée ; elle avait créé un mouvement d'opinion (1) qui ne passa pas inaperçu au Gouvernement.

(1) La longueur et les difficultés de la procédure du mariage, véritable obstacle à la réalisation des plus chers désirs de nombreux mobilisés, avaient été mises en lumière par René Benjamin, dans son ouvrage : *Les Soldats de la Guerre*. — *Gaspard*. Son héros nous dit, dans la langue pittoresque et colorée des faubourgs, son *idée* de légitimer son enfant, né d'une ancienne liaison qu'il veut régulariser pendant une permission de trois jours.

« Savez pas, vous aut'es... V'là qu'il me vient une idée... C'est la guerre... et la guerre donne des idées... Ecoute, Bibiche, crois-tu qu' ça s'rait pas mieux... qu' nous nous mariions ? »

« V'là un gosse qui n'est ni chair, ni poisson ; avant la guerre, ça suffisait. Après, quand c'est qu'on aura lavé tout l' linge sale, ça m' ferait d' la peine à moi qu'il soye pas légitime. »

Mais la permission est insuffisante pour accomplir les formalités nécessaires : aussi la prolonge-t-il de quelques jours, de sa propre autorité, risquant le Conseil de guerre. Il explique à son capitaine :

« Mon capitaine... c'est la faute à la mairerie. Moi, j' leur disais pour la permission ; eux, ils m'ont dit qu' ça f'sait rien, ou qu'alors, mon gosse

il resterait un bâtard ! Mon capitaine, j' voulais pas qu'on dise, si j' clameçais : « Gaspard, c'était un feignant, à preuve que son gosse il est bâtard. » Mon gosse, maintenant, il s'appelle Gaspard ! Ce qui n'empêche pas Gaspard d'aller « en boîte » ; aussi conclue-t-il : « Y a pus d' justice ! J' veux pas qu'un seul de mes gosses que j'aurai il soye légitime ! Ils s'ront tous des bâtards, pisque dans c' sale pays, pour qu'un enfant il soye légitime, faut qu' el père il couche en prison. »

CHAPITRE II

LE REMÈDE : PROCURATION OU DÉCLARATION

§ I. — Position de la question.

Le 18 février 1915, était déposé sur la tribune du Sénat un projet de loi instituant, à titre provisoire, le mariage par procuration des mobilisés. Il était ainsi conçu :

« ARTICLE PREMIER. — En temps de guerre, pour causes graves et sur autorisation du ministre de la Guerre ou du ministre de la Marine, il peut être procédé à la célébration du mariage des militaires et des marins sans que le futur époux, s'il est présent sous les drapeaux, soit obligé de paraître en personne, et à la condition qu'il soit représenté par un fondé de procuration spéciale.

« La procuration, dont il sera fait mention dans l'acte de mariage, sera établie conformément à la Loi du 8 juin 1893 (1) et dispensée des droits de timbre et d'enregistrement.

« ART. 2. — La présente Loi est applicable à l'Algérie et aux colonies. »

Le but de cette Loi était donc de déroger, en faveur des mobilisés et, pour causes graves, à la nécessité de la présence du

(1) Loi portant modification des dispositions du Code Civil relatives à certains actes de l'état civil et aux testaments faits, soit aux armées, soit au cours d'un voyage maritime (art. 47, 48, 59 à 62, 80, 86 à 98, 99 à 101, 983, 984, 988 à 998 et intitulé du chap. v, du titre II, du livre I^{er} du Code Civil).

futur conjoint, qui peut avoir à sauvegarder l'honneur d'une fille séduite, des enfants à légitimer, le désir d'allouer à la femme élue des avantages successoraux, en cas de décès, désir accru et vivifié par le danger.

Obligé d'améliorer la formation du mariage pour l'adapter aux nécessités du jour, deux solutions s'offraient au Législateur :

1° Autoriser par une mesure générale la réunion de futurs époux ;

2° Leur permettre de se marier à distance.

La première solution eût été juridiquement la plus simple, mais l'autorité militaire, ne considérant pas possible d'autoriser les femmes à pénétrer dans la zone des armées et à s'approcher de la ligne de feu, et, d'autre part, la présence au front de tous les combattants était à ce point indispensable à ce moment qu'on ne pouvait envisager l'usage des permissions. L'un et l'autre de ces procédés n'eussent, du reste, pu s'appliquer à nos territoriaux du Maroc, nos réservistes du Congo et à tous ceux qui étaient susceptibles de faire partie du corps expéditionnaire d'Orient.

On a donc pensé à réveiller de ses cendres le vieil usage du mariage par procuration, jusqu'alors réservé aux souverains, estimant qu'en démocratisant exceptionnellement cette institution, sous la pression des événements exceptionnels, on ne s'écartait pas sensiblement du Droit Commun.

On n'a certainement pas songé à *ce moment* — nous verrons plus tard que ce système a été signalé à la Commission de la Chambre — qu'il existait un autre Droit Commun plus pratique, plus vivant : la déclaration.

Examinons ces deux procédés et nous verrons s'il n'y a pas lieu de regretter l'adoption du premier.

§ II. — Procuration. — Déclaration.

L'article 36 du Code Civil, au titre « Des actes de l'état civil », permet aux parties intéressées de se faire représenter par un fondé de procuration spéciale et authentique. Mais il subordonne cette faculté aux « cas où les parties intéressées ne seront point obligées de comparaître en personne (1) ».

Or, nous l'avons vu, notre législation ne permet pas la célébration du mariage sans la présence simultanée des futurs époux devant l'officier d'état civil qui les marie et reçoit leur déclaration qu'ils veulent se prendre pour mari et femme.

Il fallait donc, mais il suffisait d'élargir le Droit Commun en supprimant de l'article 36 la restriction qu'il édicte.

« Les nécessités du devoir militaire — disait l'exposé des motifs (1) — peuvent être de nature à rendre impossible, pendant les hostilités, la comparution du futur époux. Le Gouvernement est d'avis qu'il convient de déroger, sur ce point, aux prescriptions du Code Civil, *sans toutefois porter atteinte au principe de la publicité du mariage et de sa célébration*. Il est nécessaire que, si le futur époux est autorisé à ne pas comparaître, il soit, du moins, représenté par un fondé de procuration spéciale. »

Le second procédé qui eût été possible était la célébration du mariage devant la future épouse et ses témoins, devant, aussi, les témoins du futur époux, *celui-ci ayant donné son consentement par avance* et n'étant pas représenté. On n'y avait pas songé avant le vote de la Loi par le Sénat, mais, comme nous l'avons dit, il avait été signalé à la Commission

(1) « Art. 36. — Dans les cas où les parties intéressées ne seront point obligées de comparaître en personne, elles pourront se faire représenter par un fondé de procuration spéciale et authentique. »

(1) *Officiel*. — Docum. parl. Sénat (1915). Annexe n° 37.

de la Chambre. M. Adrien Veber, dans son rapport (1), nous expose les raisons qui l'ont fait rejeter :

« La Commission de législation de la Chambre des Députés ne propose aucune addition ni modification au texte voté par le Sénat. Et, d'abord, elle ne s'arrêta pas à la *séduisante conception* de l'avantage qu'il y aurait peut-être à simplifier encore par la substitution d'une *déclaration* à la *procuration*. Cette déclaration authentique aurait pu être lue solennellement par l'officier de l'état civil au jour de la célébration du mariage. Au lieu d'une *procuration spéciale*, c'eût été une *déclaration spéciale*, qui aurait été reçue par les fonctionnaires militaires ou officiers désignés dans l'article premier de la Loi du 8 juin 1893 (2), relative aux actes dressés aux armées, et qui aurait été légalisée et au besoin transmise par les fonctionnaires énumérés à l'article 4 de la dite Loi, avec dispense du timbre et de l'enregistrement..

« Nous ne voulons pas provoquer devant la Chambre un grand débat compliqué sur une Loi déjà tardive. Nous ne voulons être responsables d'aucun ajournement. »

Ainsi, c'est pour ne pas retarder le vote de la Loi que le système de la déclaration a été délibérément écarté. C'est pour aller vite qu'on a privé les bénéficiaires de cette Loi des avantages de ce procédé ! C'est « afin de ne pas retarder la satisfaction de nobles espérances en éveil, afin de donner l'exemple de la célérité aux administrations civiles et militaires » qu'il fallait se hâter !

Nous aurons à nous demander si cette hâte n'a pas été de la précipitation et s'il n'eût pas mieux valu agir moins vite que de se résigner à adopter un procédé dont l'effet sera bien souvent d'empêcher le mariage au lieu de le rendre possible, en maintenant un système dont on prévoyait les défauts.

(1) *Officiel*. — Docum. parl. Chambre (1915). Annexe n° 797.

(2) Voir *Infra*, page 40.

Car, on les prévoyait ces déféctuosités, puisque M. le rapporteur Veber attendait de M. le Garde des Sceaux le dépôt de *nouveaux textes*, que dicterait un examen plus attentif des incidences et répercussions ou la simple expérience de la mise en œuvre de *circulaires interprétatives* !

Comme s'il était facile de corriger par des textes interprétatifs les graves défauts que nous aurons l'occasion de signaler !

§ III. — Comparaison des deux procédés.

A. — AU POINT DE VUE PRATIQUE

La procuration, comme tout mandat, peut être donnée à n'importe qui, même à un incapable, même à une femme, à la mère du futur époux par exemple, à sa sœur. Comprenant tout le ridicule de cette conséquence, la circulaire ministérielle du 8 avril 1915, relative à l'application de la Loi du 4 avril, a subordonné le choix du mandataire à des restrictions certainement illégales, car il est toujours *fâcheux que la Loi puisse être complétée ou corrigée par le Gouvernement*. Les circulaires ministérielles, en effet, ne sont que des instructions adressées par les divers membres du Cabinet aux fonctionnaires dépendant de leurs départements respectifs en vue d'assurer une application stricte de la Loi. Or, si la circulaire du 8 avril, dans la plupart de ses dispositions, applique la Loi du 4 avril, elle s'en écarte nettement, comme nous le verrons, dans le paragraphe relatif à la capacité requise pour jouer le rôle de fondé de procuration du futur époux.

Tout ceci, du reste, pour aboutir à rendre, très souvent, le mariage pratiquement impossible. En effet, le mobilisé aura souvent de la peine à trouver dans la commune où est domiciliée sa fiancée un homme qui puisse ou qui veuille jouer le rôle assez ridicule de marié pour le compte d'autrui, la population masculine étant, dans certains villages, forte-

ment réduite du fait de la mobilisation ; ou bien il aura pu envoyer sa procuration à une personne qui aura été appelée sous les drapeaux ou aura quitté la commune, pour une autre raison, à la date prévue pour le mariage.

D'autre part, la cérémonie, qu'on s'accorde déjà à trouver trop peu solennelle en temps normal, risque de manquer tout à fait de sérieux, surtout au moment où le maire lira les articles 212 et suivants, relatifs aux droits et devoirs respectifs des époux. Un fauteuil vide à la place que devait occuper l'époux eût, à coup sûr, inspiré à l'officier de l'état civil une allocution plus émue que la présence d'un individu désintéressé dans la célébration.

Ajoutons, enfin, que le mobilisé devra s'assurer par avance que le procureur auquel il songe est *décidé* à accepter le mandat ; en effet, si, théoriquement, le mandataire n'est qu'un être passif, dont le rôle est analogue à celui d'un figurant ou d'un phonographe, il peut devenir, *pratiquement*, un personnage fort important qui, après avoir accepté le mandat, refusera de se rendre à la mairie au jour fixé, soit qu'il trouve drôle d'empêcher, par son abstention, un mariage où il n'avait cependant qu'à reproduire une opinion déjà exprimée, soit qu'ayant été l'objet de quelque plaisanterie facile, il veuille éviter de jouer un rôle dont il n'avait pas envisagé, de prime abord, le caractère un tantinet grotesque.

La maladie ou la mort du mandataire seront aussi, éventuellement, un obstacle radical à la célébration de l'union, rien ne pouvant suppléer au consentement manifesté, au nom du mandant, qui a déjà consenti, par le mandataire, dont la volonté exprimée devant le maire a été sans valeur.

Comment, dans ces conditions, le mariage par procuration pourrait-il être, comme l'espère la circulaire du 8 avril, un moyen de réaliser *un mariage in extremis* !

Désuet, compliqué, risible, ridicule et peu pratique : tels sont les principaux caractères de la Procuration.

La Déclaration, au contraire, était nette, simple, présentait de grands avantages et ne modifiait que très peu la physionomie de la célébration.

Quand des pères, mères, aïeuls et aïeules ne peuvent assister au mariage de leur descendant alors que leur autorisation est nécessaire, ils se font représenter non pas par un fondé de procuration, mais pas *leur acte de consentement*. (Art. 73 du Code Civil.)

Quand un mineur ou une mineure se marie et que tous ses ascendants sont décédés, le Conseil de famille est représenté, non par un fondé de procuration, mais par le procès-verbal de la délibération du Conseil, donnant l'autorisation au mariage (1).

Pourquoi le conjoint absent n'aurait-il pas son acte de consentement, dressé comme le serait l'acte de consentement donné au mariage de sa fille par un père mobilisé ?

Cette représentation de l'absent par son acte de consentement n'aurait pas porté une très grave atteinte au principe de la célébration du mariage et la hardiesse de la réforme eût été largement justifiée par les circonstances présentes.

Un seul détail de la cérémonie était changé. Au lieu de demander au mari s'il consent à prendre « une telle » pour épouse, l'officier de l'état civil eût tout simplement donné lecture de la déclaration par laquelle le mobilisé avait donné ce consentement.

Le côté comique de la célébration eût été évité et l'on eût écarté les nombreuses difficultés nées de la mauvaise foi, du caprice du mandataire ou de son empêchement au moment fixé.

B. — AU POINT DE VUE JURIDIQUE

Le procédé de la déclaration bouleversait le système de la

(1) Article 159 du Code Civil, loi du 10 mars 1913.

Loi ; c'était la Révolution ! C'était admettre que le mariage devenait un contrat purement consensuel ; c'était changer son caractère.

Certes, le mariage subit une incessante évolution. On l'a simplifié, amélioré ; la famille s'individualise. Le contrat qui est à sa base perd son caractère familial. Il paraissait trop grave de préparer une réforme qui risquait de donner le coup de grâce.

Tandis que la procuration ne dérangeait rien ; on substitue un individu à un autre.

La déclaration était un procédé nouveau, dangereux, parce qu'il aurait pu subsister après ; la procuration est un moyen de fortune, provisoire, qui n'entame pas l'institution.

Du reste, dans toute crise sociale, dans toute Révolution, il y a toujours un élément traditionnel qui a une importance énorme. Pas un peuple n'aurait pu résister aux révolutions que nous avons subies depuis 89, en passant par les révolutions de Juillet, de 48 et les événements de 1870.

Nous avons traversé ces crises, parce que nous sommes, au fond, des traditionalistes .

Précisément, dans cet assaut que subissent certains principes du Droit Civil, nous pouvons mesurer la force de la tradition.

Quoi qu'il en soit, ce n'est pas tant le souci de la tradition et le respect du principe de la célébration du mariage, que le *désir d'aller vite* qui a guidé ici le Gouvernement et le Parlement et, ce désir, nous le retrouverons partout dans les travaux préparatoires de la Loi.

C'est — nous aurons souvent l'occasion de le répéter — pour ne pas retarder la mise en application de la Loi ; c'est pour « donner aux administrations l'exemple de la célérité » ; c'est pour ne pas « provoquer devant la Chambre un grand débat », que la Commission de législation ne s'arrêta pas à la *séduisante conception* de la déclaration.

« Si des compléments sont nécessaires, disait M. Veber, l'ex-

périence les dictera. S'il y a des lacunes, le Législateur sera à même d'y pourvoir ultérieurement.

« En attendant, le texte qui vous a été présenté se suffit à lui-même. Il pare au plus urgent.

« La Commission de législation civile aurait pu songer à quelques amendements, mais elle y a renoncé, parceque avant tout, en l'espèce, il faut *aller vite*. Il y a déjà trop de mois que les fiancés attendent et que les situations irrégulières ont besoin d'être régularisées. Tous ceux d'entre vous qui ont reçu des lettres du front seront certainement de l'avis de la Commission : La meilleure Loi est celle qui existe ; *sauf, plus tard, après expérience, à discuter une Loi interprétative !* »

Et, sans doute ! c'est après la guerre, quand l'expérience aura dicté les compléments nécessaires, révélés les lacunes, démontré les défauts et les imperfections du procédé ; quand de nombreux mariages auront été entravés ou que la mort héroïque de nos soldats les aura rendus impossibles ; quand on aura, enfin, constaté la faillite du système ; c'est alors, sans doute, que, dans le calme de la paix, à tête reposée, en attendant la guerre future, on discutera cette fameuse *Loi interprétative !*

La Loi du 4 avril 1915 a été, nous aurions mauvaise grâce à ne pas en convenir, un progrès sur l'état de choses antérieur ; mais, en vérité, un simple acte de consentement, aussi facile à dresser et à révoquer qu'un acte de procuration, eût rendu la cérémonie plus digne et plus imposante, tout en donnant à la volonté du futur époux autant d'authenticité dans sa manifestation.

Et nous regrettons d'autant plus le procédé adopté par le Législateur que le système de la déclaration avait été signalé à la Commission, que sa supériorité paraît avoir été reconnue et que c'est la seule pensée de ne pas ajourner le vote de la Loi qui l'a fait rejeter.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE DE LA LOI DU 4 AVRIL 1915

CHAPITRE PREMIER

MODIFICATIONS AU DROIT COMMUN

A. — LES BÉNÉFICIAIRES DE LA LOI

§ I. — Quelles sont les personnes qui peuvent se marier par procuration ?

D'après le titre même du projet de Loi, cette faculté est accordée aux militaires et marins présents sous les drapeaux.

Suffit-il qu'un militaire ou un marin soit *présent sous les drapeaux* pour que le bénéfice de la Loi lui soit accordé ?

Il semblerait logique de le restreindre aux mobilisés dans les dépôts de leur corps ou sur le front au jour de la demande. Néanmoins, on ne saurait donner aux termes de la Loi cette interprétation restrictive et l'autorisation de se marier par procuration devrait être donnée à tout individu juridiquement présent sous les drapeaux, qu'il soit dans la zone des armées ou en dehors de cette zone, qu'il combatte dans les tranchées ou qu'il se trouve dans une ambulance, un hôpital ou un dépôt de convalescents. Le militaire peut, en effet, ne pas avoir dans la commune où il est hospitalisé, le domicile exigé pour le mariage ; et à supposer même (ce qui se présentera, en fait,

très rarement) qu'il y soit domicilié, la Loi ne saurait lui enlever le droit de se marier dans un des autres endroits autorisés par le Code Civil. En interprétant la Loi, littéralement, il semblerait même qu'on ne puisse l'empêcher de se marier par procuration dans la commune où il se trouve et où il veut se marier. Il est à supposer qu'en réalité, en pareil cas, il n'obtiendra pas l'autorisation ministérielle à laquelle son union est subordonnée.

§ II. — Prisonniers.

Quant au soldat prisonnier de guerre, il doit, à n'en pas douter, être considéré comme présent sous les drapeaux, car, s'il a cessé de combattre, il ne saurait être tenu — dans la plupart des cas, du moins — pour responsable de sa situation, et on peut l'assimiler au malade ou au blessé.

Le projet de Loi n'envisageait pas la situation de nos soldats prisonniers. « Peut-être, dit le rapport au Sénat, eût-il été opportun de les faire bénéficier de cette législation exceptionnelle. La Commission exprime ses regrets de ne pouvoir ainsi innover.

« Elle a *entrevu* les difficultés de l'établissement d'une procuration en pays ennemi et a pensé que les chances de retour des prisonniers leur permettront, plus tard, l'accomplissement de leurs devoirs. »

Et M. de Catalogne, rapporteur au Sénat, disait, à la séance du 18 mars (1) :

« Une autre question se présente à nous. Vous allez légiférer pour les soldats au front, allez-vous légiférer pour ceux qui sont prisonniers ? La Commission a le regret de répondre par la négative. (*Mouvements divers.*)

« Elle a pensé qu'il ne serait pas possible d'établir une procuration authentique en pays ennemi. Il n'y a plus de consuls

(1) *Journal Officiel*, Docum. parl. Sénat, 1915. Annexe n° 82.

français. Des consuls de pays amis représentent, il est vrai, nos intérêts ; mais serait-il possible de leur demander de se transporter dans les camps de concentration à la recherche de tel ou tel soldat qui veut se marier ? (*Approbations.*)

« Au surplus, les chances de survie sont plus grandes pour les prisonniers que pour les militaires sur le front. (*C'est évident !*)

« Bornons-nous, Messieurs, à exprimer le désir que la guerre finisse au plus vite et qu'une paix triomphale nous rende nos prisonniers. Ceux-ci, après avoir rempli leurs devoirs envers la Patrie, les rempliront alors envers la famille (1). » (*Vive approbation.*)

M. Veber, dans son rapport à la Chambre (2), ne parlait pas autrement.

« Parce qu'il n'a pas paru possible d'établir une procuration authentique en pays ennemi, nous nous associons au regret de n'avoir pu légiférer pour les prisonniers, bien que leurs chances de survie soient plus grandes que pour les militaires sur le front. »

Nous ne partageons nullement l'avis des approbateurs et nous pensons que, puisqu'on accorde le bénéfice de la Loi aux mobilisés qui sont dans les dépôts, les usines, les magasins, les bureaux militaires... et civils, le Parlement aurait pu témoigner plus de sollicitude à nos prisonniers. *Ceux-ci* ont, il nous semble, de moindres chances de survie, avec les brimades, les privations, les traitements indignes, les souffrances physiques et morales qu'ils endurent, que *ceux-là* avec leur relative indépendance, la saine et abondante nourriture qu'on leur donne ou qu'ils peuvent se procurer, grâce à la haute paye ou à leurs appointements, la vie régulière et facile qu'ils mènent loin du danger.

(1) *Journal Officiel*, Débats parl. séance du 18 mars 1915, p. 106.

(2) *Journ. Officiel*, Doc. parl. Chambre, 1915. Annexe n° 797, p. 290.

Il y avait mieux à faire qu'à se lamenter et à espérer une paix triomphale !

Voici comment s'exprimait M. Wahl au sujet de la prétendue impossibilité pour les prisonniers de guerre d'établir une procuration authentique en pays ennemi (1) :

« Cela est aussi possible que sur le front. Il y a des notaires partout. Une procuration donnée devant un notaire étranger est aussi authentique qu'une procuration donnée devant un notaire français ; elle peut, comme cette dernière, avoir valablement pour objet de constituer une hypothèque, réaliser une donation, reconnaître un enfant naturel en France ; un père peut, devant un notaire d'un pays ennemi, consentir au mariage d'un enfant en France.

« Il est vrai que, d'après l'interprétation donnée par les documents officiels à la Loi, la procuration du mobilisé, à l'effet de le représenter devant l'officier de l'état civil, *ne peut être donnée que devant un officier ou fonctionnaire militaire.*

« Mais, d'abord, nous estimons que cette interprétation est fautive. Ensuite, si la Loi avait voulu effectivement exiger l'intervention d'un officier ou fonctionnaire militaire, elle n'en serait pas pour cela plus excusable d'avoir refusé aux soldats français, prisonniers en Allemagne, de se marier par procuration en France ; car ils sont vraiment aussi intéressants que les combattants, la fille séduite par eux l'est autant que la fille séduite par un combattant, et les enfants nés des relations avec cette fille que les enfants naturels d'un combattant. On aurait donc dû prendre les mesures nécessaires pour que les prisonniers eussent la facilité de se marier par procuration. »

Il nous semble que cette question du mariage des prisonniers n'a pas été étudiée par la Commission de législation et par le Parlement avec le véritable désir de la résoudre et qu'on a

(1) *Le Mariage par procuration des mobilisés*, par Albert Wahl, 1915. Librairie du Recueil Sirey.

obéi, en l'espèce à des considérations un peu superficielles.

Rappelons ce que disait le rapporteur au Sénat :

« Il n'y a plus de consuls français en pays ennemi. Des consuls de pays amis représentent, il est vrai, nos intérêts ; mais leur serait-il possible de se transporter dans des camps de concentration ? » — Comment admettre une impossibilité radicale et générale ? Il suffisait que le soldat pût, dans certains cas, profiter de cette faculté pour justifier une disposition légale.

Et, d'autre part, en s'en tenant strictement aux termes de l'article premier de la Loi du 8 juin 1893, qui déclare compétents pour dresser les actes des militaires et marins, en temps de guerre, les officiers et fonctionnaires militaires qu'elle énumère, pourquoi n'aurait-on pas autorisé les prisonniers à recourir aux bons offices de ceux qui pouvaient, prisonniers comme eux, se trouver dans le même camp ?

A supposer, donc, que la Loi du 4 avril 1915 ait voulu réserver aux officiers ou fonctionnaires militaires, à l'exclusion des notaires ou des consuls qui en tiennent lieu, l'établissement de la procuration nécessaire au mariage, cette procuration pouvait, dans bien des cas, être rédigée pour le compte des prisonniers.

Que penser, dans ces conditions, de la déclaration, faite à la tribune du Sénat, reproduite à la Chambre, approuvée par le Parlement, qu'il n'était pas possible d'établir *une procuration authentique* EN PAYS ENNEMI, et quelle valeur attribuer à ces mots « en pays ennemi », si l'on songe que le soldat peut se trouver prisonnier avec ses chefs sur le sol français, momentanément envahi ?!

La Loi du 19 août 1915, née de la réflexion, de l'expérience et sans doute aussi de la pression de l'opinion publique, est heureusement, quoique tardivement, venue combler cette prétendue lacune et corriger cette injustice, en étendant aux mili-

laïques et marins prisonniers de guerre les dispositions de la Loi du 4 avril 1915 (1).

Le Gouvernement s'est aperçu, peut-être, qu'en prétendant impossible la rédaction d'une procuration authentique en pays ennemi, il avait commis une erreur juridique, et il s'est décidé, trois mois et demi après la promulgation de la Loi, à faire appel aux services des agents diplomatiques et consulaires espagnols, chargés des intérêts français en Allemagne.

L'exposé des motifs du projet de Loi dit : « Le Gouvernement s'est efforcé d'aplanir les difficultés résultant de l'établissement d'une procuration en pays ennemi. M. le Ministre des Affaires étrangères s'est assuré les bons offices de la Puissance chargée des intérêts de nos nationaux. L'Ambassade d'Espagne à Berlin a fait connaître, en effet, que, *la législation espagnole admettant le mariage par procuration*, les agents consulaires de ce pays ont « faculté pour dresser ce genre d'acte et pour déléguer ces fonctions aux agents honoraires à leurs ordres. » Elle a ajouté que des instructions sommaires de la part du Gouvernement français seraient suffisantes pour adapter à la législation française le procédé ordinaire espagnol.

« L'extension aux prisonniers de guerre des facilités accordées par la Loi du 4 avril 1915 se justifie par les motifs mêmes qui ont inspiré cette Loi (2). »

(1) « Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

« Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

« *Art. 1^{er}.* — Les dispositions de la loi du 4 avril 1915 qui permet, en temps de guerre, le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux, sont applicables aux militaires et marins prisonniers.

« La procuration pourra être établie par les agents diplomatiques ou consulaires de la puissance étrangère chargée des intérêts français dans le pays où ces militaires et marins sont retenus en captivité.

« Elle sera dispensée du droit de timbre et d'enregistrement.

« *Art. 2.* — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies. »

(2) Exposé des motifs, *Journal Officiel*, Doc. par., 1915, Sénat, p. 185.

Voir dans le même sens : Rapport au Sénat, *Journal Officiel*, Doc. parl.,

Ainsi, c'est parce que la Loi espagnole admet le mariage par procuration que les prisonniers de guerre pourront invoquer le bénéfice de la Loi du 4 avril !

Si la condition de leur mariage est que le mariage par procuration soit admis par la législation du pays représenté par les agents diplomatiques et consulaires chargés des intérêts français, il faut s'attendre à ce que nos prisonniers ne puissent avoir recours à cette forme de mariage chaque fois où il en sera autrement. Si l'Espagne venait à se ranger dans la lutte aux côtés des Puissances centrales, la Loi serait à modifier, puisque nos soldats tombés aux mains de l'ennemi ne pourraient plus recourir aux offices des agents espagnols.

D'autre part, il ne faut pas perdre de vue que la Loi du 4 avril 1915 rentrera en application toutes les fois que la France sera engagée dans un nouveau conflit. Comme très peu de nations admettent le mariage par procuration, les dispositions de la Loi du 19 août resteront sans effet et la question se posera de nouveau.

Cette condition nous paraît donc inadmissible. Les autorités étrangères chargées des intérêts français devraient appliquer purement et simplement, vis-à-vis de nos nationaux, la Loi française ; substitués aux autorités françaises, ils sont, dans cette substitution des agents français.

La Loi du 19 août dispose : « La procuration *pourra* être établie, etc., » et l'exposé des motifs avait employé une expression analogue : « Les agents consulaires espagnols ont *faculté* pour dresser ce genre d'acte. »

Devons-nous en déduire que la procuration *pourra* être établie par d'autres personnes, c'est-à-dire par les notaires locaux, puisque l'acte doit être authentique ?

Cette interprétation eût été logique et rationnelle ; mais nous

1915, Sénat, p. 206, et le Rapport à la Chambre des députés, *Journal Officiel*, Doc. parl., Chambre, 1915, p. 860.

Texte de la loi, *Journal Officiel* du 20 août 1915.

avons vu, à propos des travaux préparatoires de la Loi du 4 avril, en ce qui touchait les prisonniers de guerre, que la Loi ne leur était pas applicable parcequ'ils ne pouvaient faire dresser une procuration authentique *par les fonctionnaires désignés par la Loi du 8 juin 1893*, à laquelle se réfère l'article premier de la Loi du 4 avril ; dans ces conditions, et puisque la Loi du 19 août ne porte aucune dérogation à ce principe, les notaires ne sauraient être qualifiés pour dresser une procuration. Il faut, donc, nous résigner à voir dans le texte nouveau une incorrection de forme et lire dans l'article premier : « La procuration *ne* pourra être établie *que* », au lieu de : pourra, etc., etc.

Il nous reste à examiner une dernière question : celle de savoir si la Loi s'appliquera aux soldats français prisonniers sur le territoire envahi.

Il y a bien, sur ce territoire, des agents consulaires espagnols ; mais nos captifs pourront-ils s'adresser à eux ? — Cela ne nous paraît pas possible, puisque l'Etat français garde sa souveraineté sur son territoire, même envahi, et qu'il n'a chargé aucun Etat étranger de le représenter chez lui. Par ses termes généraux, la Loi entend donc étendre à tous les prisonniers de guerre le bénéfice de ses dispositions, et, en fait cependant, ceux dont nous venons de parler ne seront pas admis à l'invoquer.

Le mariage par procuration sera également interdit aux soldats qui, pour une raison ou une autre, seront retenus en pays neutre, puisque les seuls officiers ou fonctionnaires militaires pouvant établir l'acte de procuration perdent leur compétence hors du territoire français.

§ III. — Etrangers.

Bien que la Loi ne subordonne son application à aucune condition de nationalité, ne serait-il pas admissible de soutenir

que le soldat français en est le seul bénéficiaire ? — Sans doute, la question de savoir si un époux se marie valablement par procuration, rentre dans les formes du mariage, et c'est par la législation du pays où est contracté le mariage, que se règlent les questions de forme, quelle que soit la nationalité des époux. Mais n'y a-t-il pas lieu d'objecter que la Loi, en exigeant l'autorisation du ministre de la Justice et surtout celle du ministre de la Guerre, se limite par cela même aux soldats sur lesquels ces ministres ont autorité, c'est-à-dire aux citoyens français ? Ne doit-on pas ajouter que le Législateur a surtout entendu accorder une faveur au soldat français, le seul qui l'intéresse.

Ces objections, à notre avis, sont sans valeur. Il faudrait un texte formel pour que l'on dût admettre une dérogation au principe d'après lequel la forme est régie par la Loi du lieu où le mariage est célébré. Au surplus, il n'est pas exact que, pour des soldats appartenant aux pays alliés, l'examen des deux ministres n'ait pas sa raison d'être ; il garde, au contraire, toute son utilité, car il est aussi important pour le mariage d'étrangers que pour celui de Français d'éviter les scandales ou les abus.

Le ministre de la Guerre est même le chef de certains citoyens des pays alliés ou neutres, ou même ennemis : ceux qui se sont engagés au service de la France ; alors même qu'il n'est pas leur chef, son intervention s'explique. Quant à l'objection tirée de ce que la Loi a voulu favoriser uniquement le soldat de nationalité française, elle ne serait pas exacte. La Loi obéit surtout à des considérations d'humanité, qui ne comportent aucune distinction fondée sur la nationalité.

Donc, la Loi s'applique à tout soldat, de quelque nationalité que ce soit, présent sous les drapeaux, soit de la France, soit d'un pays allié. Il serait oiseux de se demander si elle s'applique également au soldat présent sous les drapeaux d'un pays ennemi, car il va sans dire que les ministres ne lui donneront

guère l'autorisation de se marier en France. On peut concevoir, cependant, que le soldat veuille épouser, par exemple, l'une de ses compatriotes placée en France, dans un camp de concentration, ou qui a obtenu un permis de séjour. Théoriquement, si les autorisations lui sont accordées, son mariage par procuration sera valable.

« Peu importe aussi la nationalité de la femme, dès lors que le mariage doit être célébré en France ; fût-elle de nationalité ennemie, les ministres peuvent donner l'autorisation (1). »

La question s'est posée de savoir si un étranger — il s'agissait, en l'espèce, d'un Italien — à qui il manque une pièce indispensable pour se marier en France, et qui est sur le point d'être appelé à servir dans l'armée de son pays, peut, usant du bénéfice de la Loi du 4 avril, donner avant son départ procuration notariée pour épouser, en son nom, sa fiancée, et, dans le cas de l'affirmative, s'il ne suffisait pas que la procuration fût soumise au Procureur de la République.

Et voici la réponse du ministre de la Justice à cette question (2) :

La Loi du 4 avril 1915, n'ayant institué le mariage par procuration que pour les militaires et marins *présents* sous les drapeaux et autorisés par le ministre de la Guerre ou de la Marine, ne saurait trouver son application dans le cas d'un étranger sur le point de rejoindre l'armée de son pays.

Toutefois, comme cet étranger est de nationalité italienne, qu'un décret du Lieutenant Général du Royaume, en date du 24 juin 1915, autorise en Italie les militaires à contracter mariage par procuration (3) et qu'à la suite d'un accord, il a été

(1) Albert Wall : Le Mariage par procuration des mobilisés (*loc. cit.*).

(2) Réponse ministérielle à la question écrite n° 2.612 (*Journ. Off.* du 8 décembre 1915, p. 8971).

(3) DÉCRET.

En vertu de l'autorité qui nous est déléguée ;

Vu la loi du 22 mai 1915, n° 671 ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

décidé qu'à charge de réciprocité, les militaires italiens pourraient réclamer en France le bénéfice de la Loi du 4 avril 1915, l'officier de l'état civil, nanti d'une procuration régulièrement établie en Italie, pourra procéder au mariage par procuration de l'intéressé, lorsque celui-ci se trouvera sous les drapeaux (1).

Sur la proposition des Ministres de grâce et justice, de guerre et de la marine, de concert avec celui des finances ;

Nous avons décrété et décrétons :

Art. 1^{er}. — Durant la guerre, la faculté est accordée aux militaires qui se trouvent sous les armes, aux employés près de l'armée de terre ou de l'armée navale et à toute autre personne se trouvant, pour raisons de service, à la suite de l'armée de terre ou de l'armée navale, de contracter mariage par procuration.

La procuration doit être spéciale et elle doit, sous peine de nullité, contenir l'exacte indication des nom et prénoms du mandant et de ses parents, son âge et le lieu de sa naissance, ainsi que les mêmes indications relativement à la future épouse.

Si le mandant est militaire, la procuration doit indiquer aussi le grade et le corps auquel il appartient et, s'il est soldat de troupe, son numéro matricule.

Art. 2. — La procuration peut être faite conformément à l'article 2 du décret royal du 23 mai 1915, n° 718, en présence de deux témoins, même militaires, et avec les exemptions fiscales accordées par l'alinéa cité.

La nullité pour défaut de forme de l'acte de procuration ne pourra pas être invoquée plus de six mois, depuis le moment où l'époux aura été libéré du service militaire, pour quelque cause que ce soit.

Art. 3. — Durant la guerre, l'autorisation de contracter mariage peut être accordée aux officiers de l'armée royale, même s'ils n'ont pas atteint l'âge de vingt-cinq ans.

Art. 4. — Le présent décret entrera en vigueur du jour de la date de sa publication dans la *Gazetta ufficiale*.

Ordonnons que le présent décret, etc...

Rome, le 24 juin 1915 (*).

(1) NOTE CIRCULAIRE.

Paris, le 23 mars 1916.

I. — Un accord est intervenu entre le Gouvernement français et le Gouvernement italien, aux termes duquel les militaires italiens sont autorisés à se marier par procuration en France, dans les conditions prévues par le

(*) *Recueil des Actes administratifs de l'année 1916*, n° 3, mois de mars.

On peut inférer de cette décision que la Loi du 4 avril 1915 s'applique à tous les militaires, à quelque nationalité qu'ils

décret du lieutenant général du royaume, du 24 juin 1915, qui a institué en Italie le mariage par procuration.

A titre de réciprocité, les mariages par procuration des militaires français pourront être célébrés en Italie devant les officiers de l'état civil du royaume, dans tous les cas où ils auront satisfait aux dispositions de la loi du 4 avril 1915.

II. — La loi italienne n'ayant pas prévu, comme la loi française, l'intervention du ministre de la Guerre ni celle du ministre de la Justice du royaume d'Italie, nos officiers d'état civil devront procéder à la célébration des mariages par procuration des Italiens mobilisés sans exiger d'autorisations ministérielles, après avoir vérifié toutefois que les unions dont il s'agit ne sont pas contraires aux dispositions générales de l'ordre public français et que les futurs ont satisfait aux conditions de validité édictées par leur loi nationale respective.

En ce qui concerne les futurs de nationalité italienne, les officiers de l'état civil devront obtenir la certitude qu'ils ont satisfait aux dispositions de leur loi nationale en exigeant la production d'un certificat dressé par les consuls italiens, comme cela a lieu pour les mariages mixtes ordinaires.

III. — Aux termes du décret ci-joint du 24 juin 1915, la procuration doit être spéciale et contenir, *sous peine de nullité*, l'indication du nom et des prénoms du mandant, ceux de ses parents, son âge et son lieu de naissance, avec les mêmes renseignements, en ce qui concerne la future.

Si le mandant est militaire, la procuration doit également indiquer son grade et le corps auquel il appartient, ainsi que le numéro matricule pour les hommes de troupe.

Elle peut être dressée par les officiers sous l'autorité desquels est placé le militaire, en présence de deux témoins; elle est exempte de timbre et d'enregistrement.

IV. — En cas de difficultés, notamment sur la validité de la procuration, les officiers de l'état civil devront en référer directement aux consuls italiens.

En cas de désaccord, ils devront s'adresser aux Procureurs de la République, qui soumettraient d'urgence les dossiers à la Chancellerie pour permettre de consulter M. le Ministre des Affaires étrangères et M. l'Ambassadeur d'Italie.

Les présentes instructions devront être portées à la connaissance de MM. les Chefs de parquet de chaque ressort, en même temps que le texte ci-joint du décret italien du 24 juin 1915, avec prière de les communiquer aux officiers de l'état civil. *Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.*

Par autorisation :

Le Directeur des Affaires civiles et du sceau,
PÉAN.

appartiennent, présents sous les drapeaux, soit de la France, soit d'un pays allié, auxquels la législation nationale permet le mariage par procuration, sous réserve des accords spéciaux conclus entre les Gouvernements intéressés.

Nous savons maintenant quelles personnes peuvent invoquer le bénéfice de la Loi, il nous reste à examiner à quelles formalités elles doivent se soumettre, quelles sont les règles de procédure relative à l'établissement du dossier, à sa destination et à la célébration du mariage ; nous le ferons à la lumière de la circulaire ministérielle du 8 avril 1915 (1), relative à l'application de la Loi instituant le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux.

B. — PROCÉDURE DU MARIAGE PAR PROCURATION

§ I. — Les autorisations.

L'intervention du ministre de la Justice et du ministre de la Guerre ou de la Marine est indispensable pour que le mariage puisse avoir lieu. La faculté de contracter mariage par procuration étant subordonnée à la justification de causes graves, il fallait désigner quelqu'un pour les apprécier.

On s'est demandé les raisons de cette justification. « De même, dit M. Wall, qu'on a, pour favoriser les mobilisés, pour les récompenser de services rendus, pour leur éviter des soucis matériels, décidé qu'ils ne pouvaient être ni traînés en justice, ni saisis, ni tenus de payer leurs loyers, ni mis en faillite, de même, il eût été pardonnable de leur permettre, sans aucune autorisation, et sans aucune cause grave, de se marier par procuration.

« Du moment qu'on a eu l'humanité de reconnaître qu'un

(1) *Journal Officiel* du 10 avril 1915.

homme qui se dévoue à la Patrie pourra se marier sans être présent à son mariage et mourir sans avoir le souci de laisser derrière lui une femme et peut-être des enfants auxquels il n'aura pas eu le temps de donner son nom, c'eût été faire un bien faible effort de plus que de n'exiger, comme seule condition spéciale, que la justification de sa mobilisation. »

Quoi qu'il en soit, deux ministres apprécieront la gravité des causes. Pourquoi deux ? Et pourquoi l'un des deux est-il le ministre de la Guerre ou de la Marine, puisque les décrets des 18 novembre et 30 décembre 1914 ont suspendu l'obligation de demander l'autorisation de se marier pour les militaires et marins autres que les officiers de l'armée active et assimilés, les sous-officiers rengagés ou commissionnés ?? La circulaire ne nous l'indique pas.

Il résulte des travaux préparatoires de la Loi du 4 avril que l'expression *causes graves* a été empruntée à l'article 164 (1) du Code Civil, qui permet au Procureur de la République de l'arrondissement dans lequel le mariage sera célébré d'accorder, pour causes graves, la dispense de la publication prévue par les articles 63, 64, 166, 167, 168 du même Code et de tout délai.

« Il y aura cause grave, au sens de la loi nouvelle, nous dit la circulaire, non seulement s'il existe des enfants à légitimer ou en cas de grossesse de la future épouse, ou encore dans l'hypothèse où, la mort de l'un des époux étant imminente, il s'agira de procéder à un mariage *in extremis*, mais aussi toutes les fois que le futur époux, désireux de donner suite à une promesse de mariage antérieure à la mobilisation, servira comme militaire ou marin à un poste où sa vie est en danger. Si la Loi du 4 avril a fait dépendre le mariage par procuration d'une

(1) Art. 164 (loi du 16 avril 1832). — Néanmoins, il est loisible au Roi (Prés. de la Républ.) de lever, pour des causes graves, les prohibitions portées par l'article 162 aux mariages entre beaux-frères et belles-sœurs, et par l'article 163 aux mariages entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu.

double autorisation, qui, elle-même, suppose des « causes graves », c'est pour éviter les abus et spécialement pour empêcher que cette forme nouvelle du mariage ne favorise des unions inspirés par des *calculs intéressés*, ce qui se produirait si des mariages venaient à être conclus entre personnes qui n'avaient formé, avant la guerre, aucun projet matrimonial, et qui ne s'uniraient par procuration que dans le but d'assurer à la future épouse certains avantages pécuniaires ».

Ce qu'on redoutait donc, c'est l'absence de projet de mariage antérieur aux hostilités et une préoccupation uniquement intéressée de la part des mobilisés.

Le rapport à la Chambre répondait par avance à cette objection :

« En l'espèce, les calculs intéressés soupçonnés seront tellement rares qu'autant valait ne pas en parler. Il y aura toujours des *motifs sérieux* pour muer en véritables mariages de conscience ce qu'une vieille locution désigne sous le nom de « mariages sous la cheminée » ou « en détrempe ». A commencer par toutes les femmes non mariées légalement et cependant admises au bénéfice de l'allocation, de malheureuses femmes et de pauvres enfants, de valeureux soldats attendant impatiemment de pouvoir bénéficier des lois du mariage. Aucune espérance ne doit être déçue. Il ne faut pas que la procédure prévue par le projet de Loi ne soit appliquée qu'exceptionnellement. »

Il est certain que, dans bien des cas, le mariage sera éminemment respectable, malgré l'absence de projets antérieurs. La circulaire ministérielle indique comme *cause grave* l'existence d'enfants à légitimer ou la grossesse de la future épouse ; cela implique-t-il qu'il y ait eu promesse de mariage avant la guerre ? Si devant la mort qui le frôle sans cesse, si en présence des dangers courus, si, mûri par la grandeur tragique de la lutte, le soldat regrette de n'avoir pas pensé à régulariser

une situation irrégulière et que l'idée d'une réparation s'impose à lui, impérieuse, on ne doit pas lui refuser l'autorisation qu'il sollicite.

Le mariage *in extremis* prévu par la circulaire sera-t-il jamais réalisable ? Comment l'admettre si l'on songe que deux autorisations ministérielles sont exigées, qu'il faudra (sauf dispense, qui nécessite encore l'intervention du Procureur de la République) faire les publications et, si l'époux a moins de trente ans, la notifications aux parents, formalité qui doit précéder le mariage de quinze jours au moins !

L'exposé des motifs estimait désirable que la procédure prévue par le projet de Loi ne soit appliquée qu'exceptionnellement et pour causes graves.

Le rapport à la Chambre, au contraire, disait : « Alors que nous transférons aux ministres compétents plus d'autorité moratoire qu'aux parents eux-mêmes, il importe que leur autorisation préalable soit octroyée *non pas exceptionnellement*, non pas seulement pour causes graves, mais pour tous *motifs sérieux*. L'homme qui risque sa vie à toute minute doit jouir de sa pleine autonomie morale. »

Et, au cours de la discussion générale, à la Chambre, le rapporteur va plus loin encore dans la voie de la bienveillance pour nos soldats. « En fait, dit-il, c'est l'autorité des parents qui va, par la Loi nouvelle, être conférée aux ministres de la Justice et de la Guerre. C'est non seulement l'autorité moratoire que le Code Civil reconnaît aux parents que vous donnez aux ministres de la Guerre et de la Justice; vous leur donnez une autorité plus forte que l'autorité moratoire, puisque vous leur donnez le droit de refus définitif et d'empêchement au mariage pendant la durée de la guerre.

Dans son exposé des motifs, M. le Garde des Sceaux a dit qu'on n'accorderait qu'exceptionnellement les autorisations ; la Commission de législation civile demande, au contraire, que ce ne soit pas exceptionnellement, et que, dans l'examen des

causes graves on se montre fort tolérant et large, et qu'en outre, parmi les causes graves figurent :

1° Les fiançailles avant la guerre ;

2° Une cohabitation reconnue ayant existé ;

3° L'allocation accordée aux femmes vivant maritalement avant la guerre et auxquelles les Commissions cantonales ont reconnu ce droit.

En un mot, ce ne sont pas seulement les causes graves, telles que les définit la jurisprudence, ce sont également tous les motifs sérieux qui doivent dicter aux ministres de la Guerre et de la Justice les autorisations qu'ils accorderont.

« Nous demandons que, pour ces autorisations, on témoigne de la plus grande bienveillance, car ceux qui se sacrifient en ce moment pour le Pays ont le droit de jouir de leur pleine autonomie morale, et qu'abuser vis-à-vis d'eux de la tutelle ministérielle, ce ne serait pas leur reconnaître la qualité d'homme dont ils font preuve chaque jour. Du moment qu'ils font offrande de leur vie au Pays, ils peuvent bien offrir leur nom à la compagne qu'ils ont choisie. C'est une satisfaction morale qu'il faut leur accorder, qui réconfortera non seulement nos vaillants soldats, mais les femmes et les enfants, dont le sort dépend du vote de cette Loi. »

On ne pouvait mieux dire, et les applaudissements qui soulignèrent cette énergique déclaration prouvent bien que cette idée de tolérance dans l'appréciation des causes graves était nettement partagée par la Chambre, qui affirmait ici une largeur de vue que nous n'avions pas rencontrée au Sénat. Cette Assemblée n'avait pas compris combien critiquable était l'interprétation donnée à la cause grave par l'exposé des motifs ; voici, en effet, en quels termes s'exprimait son rapporteur, M. Catalogne :

« Permettons à ces soldats, qui ont des êtres qui leur sont chers, qui veulent donner un nom et une famille, permettons leur, puisqu'ils ne peuvent pas aller eux-mêmes devant l'offi-

cier de l'état civil, de se présenter devant lui par procuration.

« Du reste, cette autorisation ne sera pas donnée à tout venant ; il faudra des garanties, il faudra une enquête sérieuse. On évitera, dans la mesure du possible, des scandales, des désunions de famille et des captations d'héritages.

« Ces diverses mesures permettront au Gouvernement d'examiner les causes graves motivant ces autorisations.

« Ces causes graves existent déjà dans la loi ; vous les connaissez : c'est notamment la grossesse, le mariage *in extremis*, c'est la légitimation, et, dans le cas particulier qui nous occupe, ce sont les fiançailles qui ont été officiellement annoncées et que la déclaration de guerre a empêché de réaliser. »

C'est donc uniquement aux causes graves, qui servent de base à la dispense de publication, que le rapporteur se réfère.

La circulaire du 8 avril prouve, heureusement, que le Gouvernement s'est affranchi de cette conception, qu'il a compris et qu'il compte interpréter la volonté de la Chambre. Si, pour *ne pas retarder* la promulgation de la loi — toujours la même idée — on n'a pas modifié le texte voté par le Sénat et supprimé les autorisations, on a laissé entendre que celles-ci seront presque toujours accordées, du moins en ce qui concerne le soldat qui *servira à un poste où sa vie est en danger*, c'est-à-dire, en fait, pour tous les soldats du front. L'énumération des causes graves que donne la circulaire est si compréhensive (1) qu'on peut se demander si la double volonté de contracter mariage, de la part et du mobilisé, et de sa future

(1) Indépendamment des causes graves énumérées dans la circulaire, la Chancellerie a pris en considération, pour accorder certaines autorisations aux fins de mariage par procuration, le fait que les futurs époux avaient vécu maritalement pendant plusieurs années, qu'ils étaient l'un et l'autre l'objet de renseignements très favorables et que le but de leur union ne paraissait pas exclusivement intéressé.

(Rép. min., Quest. écr. n° 7.069, *Journ. Off.*
du 12 janvier 1916, p. 5).

femme, n'est pas, à elle seule, une cause suffisamment grave pour rendre la requête recevable.

Mais, si la raison d'être des autorisations a disparu, la formalité subsiste, et elle nécessite des écritures, ainsi que des employés, mobilisés ou non, pour les expédier ; elle nécessite une correspondance active entre les ministres de la Justice et de la Guerre, et surtout des signatures, beaucoup de signatures. Nous recommandons — faisait spirituellement remarquer M. Edouard Levy (1) — aux statisticiens professionnels l'évaluation du nombre de scribes, de kilos de papier et de litres d'encre utilisés en pure perte ; pour instruire les dossiers des mariages par procuration.

Et cela, ne l'oublions pas, alors que les permissionnaires et les convalescents se marient sans l'autorisation d'aucun chef militaire, à plus forte raison sans celle du Garde des Sceaux.

En effet, un décret du 18 novembre 1914 a suspendu, pour la durée de la guerre, l'application des décrets des 16 juin et 28 août 1808, aux termes desquels les militaires ne pouvaient contracter mariage sans l'autorisation de leurs chefs hiérarchiques. Ce décret, qui ne fait d'exception que pour les officiers de l'armée active (2) et les sous-officiers rengagés ou commissionnés, ne s'appliquait, au moment où il a été rendu, qu'aux mobilisés de l'intérieur et aux blessés ou malades en traitement dans les hôpitaux ou en convalescence.

(1) *Gazette des Tribunaux* du 9 mars 1916.

(2) A cette question : S'il ne serait pas opportun de supprimer définitivement les formalités archaïques de l'autorisation de mariage encore exigée des officiers de l'active, le Ministre de la Guerre a répondu que « les raisons d'ordre moral invoquées avant la guerre, pour maintenir à l'égard de ces officiers, et en vue de sauvegarder leur autorité, l'obligation de l'autorisation susvisée, n'ont, actuellement, rien perdu de leur valeur, et qu'il ne paraît pas utile de modifier le régime existant ».

(*Journ. Off.* du 20 octobre 1915, p. 7758, Rép. minist.,
Quest. écrite n° 5.035.)

La Loi du 4 avril 1915 s'est bien gardée de s'inspirer de cette largeur de vue qui avait guidé le rédacteur du décret du 18 novembre 1914, et elle est allée à l'encontre du but qu'elle paraissait vouloir atteindre. Le maintien des autorisations, qui est le résultat le plus évident de cette hâte à voter la Loi, retardera les mariages quand il ne les rendra pas impossibles.

Bornons-nous à espérer que les ministres se montreront toujours soucieux des désirs de la Chambre et s'inspireront des dispositions libérales de la circulaire du 8 avril.

Quel est exactement le rôle des *deux* ministres ?

La Loi ne leur donne d'autre mission que d'apprécier la gravité des causes.

Dépassant son droit d'interprétation des volontés du Parlement, la circulaire fait un partage d'attributions entre les deux ministres ; seul, le Garde des Sceaux examinera si les causes présentent un caractère de gravité suffisant, le ministre de la Guerre devant se placer exclusivement au point de vue militaire.

Dès l'instant que, pour la durée de la guerre, on a cru, à juste raison, devoir dispenser de l'autorisation du ministre de la Guerre les mobilisés qui, n'étant pas des soldats de carrière, veulent contracter mariage, il est à supposer que, si on avait parlé à nos Législateurs d'un examen militaire, ils ne l'auraient pas admis.

On comprend difficilement, en effet, pourquoi le mariage par procuration est susceptible de soulever des difficultés d'ordre militaire quand le mariage ordinaire ne saurait en soulever.

On ne voit pas trop, du reste, quelles pourront être les considérations d'ordre militaire qui motiveront le refus du ministre. Sera-ce pour une raison touchant à la défense nationale et craint-on que la future épouse ne soit une suspecte, une espionne, une ennemie ? On ne comprend pas, dans ce cas, comment elle jouirait encore en France de son indépendance et de sa liberté, et on aurait le droit de s'étonner et de s'indi-

gner qu'il ait fallu cette circonstance pour révéler le danger de sa présence dans notre pays.

Serait-il plus raisonnable d'invoquer son honorabilité et sa moralité douteuses? N'oublions pas qu'il ne s'agit pas ici de militaires de profession et qu'une telle considération ne saurait entrer en ligne de compte.

Dans ces conditions, on peut soutenir que la décision du ministre de la Guerre est, au moins, inutile.

La circulaire du Garde des sceaux dispose que la décision du ministre de la Guerre sera prise avant celle du Garde des Sceaux. « La demande, *accompagnée de la procuration*, sera transmise par la voie hiérarchique au ministre de la Guerre (service intérieur, bureau des archives administratives), avec l'avis des chefs du militaire sur la suite à y donner... Si le ministre de la Guerre refuse l'autorisation, la procédure se trouvera close par là même et mon collègue fera aviser le militaire du rejet de sa demande.

« S'il accorde l'autorisation en ce qui le concerne, il me transmettra le dossier, auquel sera annexée sa décision favorable.

« Selon les résultats de l'enquête à laquelle je ferai procéder par les voies les plus rapides, et, s'il y a lieu, télégraphiquement, j'accorderai à mon tour l'autorisation ou la refuserai : dans l'un et l'autre cas, j'informerai sans retard de ma décision le ministre de la Guerre, qui avisera le militaire de la délivrance ou du refus de l'autorisation par lui sollicitée.

« La demande, la procuration et les autorisations ministérielles seront adressées par mes soins et ceux du Parquet à l'officier de l'état civil, pour être annexées à l'acte de mariage.

« La marche à suivre sera la même en ce qui touche le personnel relevant du ministère de la Marine. »

La procuration, d'après les termes de cette circulaire, doit donc précéder l'autorisation, celle-ci ne devant être accordée que si le choix du mandataire ne soulève aucune objection de

la part du ministre de la Justice. Et ce fait a paru à certains Juristes d'autant plus grave que la circulaire crée, pour le procureur, de nombreux cas d'incapacité. Et, même s'il était établi que cette circulaire est illégale, le soldat serait obligé de s'y conformer s'il veut éviter un refus d'autorisation, contre lequel il n'a aucun recours.

« Je me suis mis d'accord avec M. le Ministre de la Guerre — nous dit le Garde des Sceaux — pour régler les conditions d'application de la Loi du 4 avril, de telle façon que les militaires qui voudront se marier par procuration puissent obtenir satisfaction *dans le plus bref délai possible*. Nous nous sommes efforcés de *réduire le formalisme* administratif au strict indispensable ; la procédure à suivre sera *aussi simple qu'expéditive* (1). »

Nous venons de voir ce qu'est cette procédure expéditive ! Et le moins que nous puissions dire est que les déclarations du ministre de la Justice revêtiront un caractère de douloureuse ironie lorsqu'il s'agira de célébrer un mariage *in extremis* !

Il nous reste à examiner la forme prescrite pour la demande d'autorisation.

Elle pourra être écrite ou verbale. Si elle est faite par écrit, elle sera rédigée sur papier libre. Si elle est formulée de vive voix, elle sera consignée dans un rapport de l'officier ou du fonctionnaire qui l'aura reçue (1).

Réjouissons-nous de la simplicité de cette procédure !

La demande ou le rapport précisera :

1^o Les motifs pour lesquels le militaire, au lieu d'attendre son retour dans ses foyers, désire se marier par procuration.

On ne saurait être plus raisonnable.

(1) Les autorités militaires ne peuvent refuser de recevoir les demandes en autorisation de mariage par procuration formées par les militaires sous leurs ordres. L'établissement de la procuration est obligatoire. Le rôle des chefs hiérarchiques consiste à transmettre le dossier avec leur avis. (Rép. à quest. de M. Piou, *Journ. Off.*, 25 novembre 1915, n^o 5.753.)

2° S'il sollicite la dispense de la publication⁷⁸ et de tout délai, en vertu de l'article 169 du Code Civil, c'est-à-dire la dispense, que le Procureur de la République peut seul accorder.

Et ici on ne comprend plus ; car, en cas d'autorisation, le Garde des Sceaux se charge de demander lui-même cette dispense. La circulaire dit même : « Si le militaire ou le marin a sollicité la dispense de la publication et de tout délai, *le Procureur de la République l'accordera au vu de la double autorisation ministérielle de mariage par procuration.* »

Pour tout militaire qui n'est pas âgé de plus de trente ans, la demande fera connaître, en outre, s'il s'est assuré du consentement de ses parents, ou, en cas de refus, et s'il est majeur, s'il leur a fait notifier son projet de mariage et à quelle date (1).

Lorsqu'un futur époux, majeur de vingt et un ans, se trouve, par suite de l'interruption des communications (parents dans les pays envahis), dans l'impossibilité de produire, en vue de son mariage, l'acte de consentement de ses parents, une circulaire du 11 messidor an XV, toujours en vigueur, permet de lever cet obstacle au moyen d'un acte de notoriété, rédigé dans la forme indiquée aux articles 70 et suivants du Code Civil, à l'effet d'établir que des circonstances de force majeure

(1) Aux termes de la circulaire du 8 avril, le militaire qui veut se marier par procuration doit former sa demande en même temps qu'il fait établir sa procuration. S'il est âgé de moins de trente ans, la demande fera connaître s'il est assuré du consentement de ses parents ou si, étant majeur, et ce consentement lui ayant été refusé, il leur a fait notifier son projet de mariage, conformément aux articles 151-154, et à quelle date. Il résulte de ces dispositions que l'officier ou le fonctionnaire compétent ne peut refuser de dresser la procuration, même si le consentement des parents n'a pas encore été sollicité, ou si, ayant été refusé, la notification du projet de mariage ne leur a pas encore été faite. Le militaire intéressé pourra donc demander à l'officier instrumentaire d'établir, en même temps que sa procuration en vue du mariage, un pouvoir pour requérir un notaire de faire à ses parents la notification de l'union qu'il se propose de contracter, (Réponse à la question écrite n° 16.346, *Journ. Off.*, 26 novembre 1915, p. 798.)

empêchent de justifier du consentement des ascendants. Dans la pratique, il a été admis que cet acte de notoriété peut être établi par le juge de paix de la résidence du futur époux, dans le cas où il n'est pas possible de faire dresser l'acte en question par le juge de paix du domicile. (*Journ. Off.*, 20 juin 1915, n° 16.144, p. 442.)

Nous en aurons fini avec les *autorisations* quand nous aurons dit que le défaut d'autorisations ne constitue qu'un empêchement prohibitif, c'est-à-dire que si, malgré l'interdiction faite au maire de célébrer le mariage en l'absence d'autorisation ministérielle, celui-ci a été célébré, il demeure valable.

En fait, ce cas ne saurait se présenter, car la procuration, qui est en brevet, est transmise au ministre de la Guerre. Or, le maire ne célébrera le mariage que sur la production de cet acte, c'est-à-dire en cas d'autorisation.

§ II. — La Procuration.

Elle constitue l'innovation de la loi du 4 avril, innovation dont la hardiesse, disait le rapport au Sénat, est heureusement tempérée par son caractère momentané.

La procuration doit-être, d'abord, spéciale, c'est-à-dire qu'elle devra énoncer les prénoms, nom, profession et domicile de la jeune fille que le soldat veut prendre pour femme.

Elle sera établie conformément au modèle joint à la circulaire qui exige des détails très précis et très complets tant sur l'état civil du militaire que sur celui de la future épouse (1),

(1) Par devant... (mentionner les nom, prénoms et qualité de l'officier ou du fonctionnaire qui reçoit la procuration).

A comparu X... (nom, prénoms, situation militaire), demeurant avant son incorporation à... et y exerçant la profession de..., lequel a, par ces présentes, déclaré constitué pour son fondé de procuration spéciale Z... (nom, prénoms, profession, domicile), en vertu de la loi du 4 avril 1915, à l'effet de le représenter au mariage qu'il a l'intention de contracter devant l'officier de l'état civil de L... (indiquer le lieu où doit être célébré le mariage)

cela, dit la circulaire, « afin d'éviter les retards qui ne manqueraient pas de se produire au cas où les indications figurant dans la procuration ne concorderaient pas avec celles qui sont portées sur les actes de naissance des futurs époux. »

Il semble qu'il eût été préférable de ne pas demander toutes ces précisions au mobilisé qui sera la plupart du temps fort embarrassé pour les fournir.

Si ces renseignements présentent des lacunes ou ne sont pas suffisamment sûrs, ils seront (d'après les instructions ministérielles) complétés ou vérifiés d'urgence ; à cet effet, l'officier ou le fonctionnaire instrumentaire télégraphiera aux maires des communes où sont nés les futurs époux pour obtenir les indications contenues dans les actes de naissance ; néanmoins, malgré la plus grande diligence, on n'évitera pas un retard des plus regrettables. Il eût été préférable de laisser au maire le soin de se faire communiquer toutes les indications désirables, et de les contrôler avant de célébrer le mariage.

La procuration sera établie conformément à la loi du 8 juin 1893 sur les actes dressés aux armées.

avec la demoiselle ou la dame Y... (nom, prénoms, âge, profession, domicile) et de signer, en conséquence, en son nom, l'acte de mariage.

Ledit fondé de procuration le représentera dans l'accomplissement de toutes les formalités préalables à la célébration du mariage.

En outre, le comparant a déclaré donner mandat audit fondé de procuration à l'effet de reconnaître en son nom pour son fils (ou sa fille) l'enfant né de ladite demoiselle ou de ladite dame Y... (nom, prénoms de la future épouse) à... (lieu de naissance), le... (indiquer la date) et inscrit sur les registres de ladite commune sous les nom et prénoms de... (nom et prénoms de l'enfant).

(Au cas où il y aurait d'autres enfants à reconnaître, donner les mêmes indications pour chacun des autres enfants.)

La reconnaissance dudit enfant (ou desdits enfants) est destinée à lui (ou à leur) procurer la légitimation par mariage, en vertu de l'article 331 du Code Civil, et il y sera procédé par le fondé de procuration, soit dans l'acte de mariage, soit par acte antérieur.

Fait à... (indiquer le lieu où est dressée la procuration), le... (date).

Suivent les signatures de l'officier ou du fonctionnaire et du comparant.

En conséquence, elle sera reçue par les officiers ou fonctionnaires militaires désignés à l'article 1 de cette loi (1).

Mais l'article 3 de cette Loi dispose que si hors de France, la compétence des officiers est absolue, en France elle est limitée au cas où les intéressés ne pourront pas s'adresser à un notaire.

Or, puisque la loi de 1915 décide que la procuration « sera établie conformément à la Loi de 1893 » il faudrait, en France, la donner devant notaire, chaque fois que ce serait possible, et, exceptionnellement, devant les officiers désignés par l'article 1^{er} de la Loi de 1893. En fait la procuration pourrait-elle être notariée ?

Ni le rapport à la Chambre, ni les circulaires du Garde des Sceaux ne se prononcent sur cette question qui n'est même pas envisagée.

La précision de la formule de « procuration pour mariage » nous permet seule de connaître *exactement* la pensée du Législateur. Nous en tirons la seule conclusion possible ; le mobilisé ne saurait recourir au ministère d'un notaire. C'est à cette

(1) « En temps de guerre ou pendant une expédition, les actes de procuration, les actes de consentement à mariage ou à engagement militaire et les déclarations d'autorisation maritale consentis ou passés par les militaires, les marins de l'Etat ou les personnes employées à la suite des armées ou embarquées à bord des bâtiments de l'Etat, pourront être dressés par les fonctionnaires de l'Intendance ou les officiers du commissariat. A défaut de fonctionnaires de l'Intendance ou d'officiers de commissariats, les mêmes actes pourront être dressés :

« 1° Dans les détachements isolés, par l'officier commandant pour toutes les personnes soumises à son commandement ; 2° dans les formations ou établissements sanitaires dépendant des armées, par les officiers d'administration gestionnaires pour les personnes soignées ou employées dans ces formations ou établissements ; 3° à bord des bâtiments qui ne comportent pas d'officiers d'administration, par le commandant ou celui qui en remplit les fonctions ; 4° dans les hôpitaux maritimes ou coloniaux sédentaires ou ambulants, par le médecin directeur ou son suppléant pour les personnes soignées ou employées dans ces hôpitaux. »

conclusion qu'aboutit également une étude parue dans la *Revue du Notariat* de 1915 (1).

« Si l'on se réfère à la Loi du 8 juin 1893, écrit l'auteur de l'article, il semble bien que la procuration devra toujours être donnée par l'officier ou fonctionnaire militaire prévu par son article 1^{er}. — Et cependant, la Loi du 8 juin dit : « Les actes *pourront* être dressés ». Serait-ce donc que les notaires conserveraient en cette matière leur compétence ? — Elle ajoute même (art. 3) que, hors de France, la compétence des fonctionnaires militaires sera absolue, mais qu'en France elle sera limitée au cas où les intéressés ne pourront s'adresser à un notaire.

La Loi du 4 avril 1915 ne précise pas : elle se contente de dire que la procuration sera établie conformément à la Loi du 8 juin 1893. Donc, ne pouvait-on pas aussi lui appliquer l'article 3 de cette Loi ?

On serait d'autant plus porté à lui faire cette application que la Loi du 4 avril est, avant tout, une Loi tendant à favoriser la célébration du mariage.

Cependant si on étudie la Loi à travers la circulaire, bien plus précise, il faut écarter dans ce cas si spécial la compétence du notaire.

D'abord, elle cite comme cause grave, non seulement le cas d'un mariage *in extremis* mais aussi celui où le militaire se trouve à un poste où sa vie est en danger. Dans ce cas, c'est qu'il est au front, peut-être même dans les tranchées, et là on pourra difficilement recourir à un notaire. D'autre part, la circulaire précise que la procuration « sera reçue par les officiers ou fonctionnaires militaires désignés à l'article 1^{er} de la Loi de 1893 ; d'où il n'est plus question d'avoir recours au notaire.

Dans son article 2, la circulaire enjoint au militaire, en même temps qu'il se présentera devant l'officier ou le fonctionnaire,

(1) « La Procuration pourrait-elle être notariée ? » (*Revue de Notariat*, 1915, n° 16.014, p. 238).

de saisir ses chefs de sa demande d'autorisation. D'où, intention bien évidente de laisser l'ensemble des formalités à l'autorité militaire.

Enfin la formule de procuration, annexée à la circulaire, ne parle plus, comme l'exige l'article 3 de la Loi du 8 juin 1893, de mentionner l'impossibilité de s'adresser à un notaire. D'où les notaires devront s'abstenir de recevoir des procurations de ce genre. »

Au demeurant, cette impossibilité pour le soldat de s'adresser à un notaire est non seulement peu juridique, mais constitue, également, une maladresse ; car, s'il n'y a pas d'officier ou fonctionnaire militaire à l'endroit où il se trouve, le mobilisé ne pourra se marier par procuration.

La procuration sera rédigée en brevet, c'est-à-dire que l'original même en sera utilisé par l'intéressé et que l'officier ou fonctionnaire instrumentaire n'en conservera pas minute ; telle est la règle posée par le premier paragraphe de l'article 4 de la Loi du 3 juin 1893. Conformément au deuxième paragraphe du même article, les actes de procuration « seront légalisés par le commissaire aux armements, s'ils ont été dressés à bord d'un bâtiment de l'Etat ; par l'officier du commissariat chargé de l'inscription maritime, s'ils ont été dressés sur un bâtiment de commerce ; par un fonctionnaire de l'Intendance ou par un officier du commissariat, s'ils ont été dressés dans un corps de troupes, et par le médecin-chef, s'ils ont été dressés dans un hôpital ou une formation sanitaire militaire ».

« *Par une dérogation expresse* au dernier paragraphe dudit article, nous dit la circulaire, la Loi nouvelle dispose que ces actes seront dispensés des droits de timbre et d'enregistrement. »

Serait-il téméraire d'affirmer que nous ne voyons, quant à nous, aucune dérogation à la Loi de 1893 ?

La Loi de 1915 dispense des *droits* de timbre et d'enregistrement ; elle ne dit nulle part qu'elle dispense des formalités. Or,

le dernier alinéa de l'article 4 de la Loi de 1893 dispose que les actes « ne pourront être valablement utilisés qu'à la condition d'être timbrés et après avoir été enregistrés ». Il n'est pas question de perception de droits. La Loi nouvelle ne déroge donc aucunement à la Loi de 1893, mais seulement au droit commun, d'après lequel les actes sont soumis à des droits lors de leur timbrage et lors de leur enregistrement. (L. 13 brum., an VII, art. 1^{er} et 12 ; L. 22 frimaire, an VII, art. 4.)

§ III. — Le Procureur.

Si la circulaire du 8 avril n'a pas toujours été, ainsi que nous avons eu l'occasion de le noter, la fidèle et scrupuleuse interprète des volontés du Parlement, il est un paragraphe où elle s'est écartée singulièrement de la Loi du 4 avril ; c'est lorsqu'elle pose les règles qui doivent être observées dans le choix du mandataire. Sur ce point la Loi du 4 avril n'apportait aucune dérogation au droit commun qui permet de choisir comme mandataire, toute personne, même une femme ou un mineur émancipé (art. 1990 C. C.).

Dans l'hypothèse du mariage par procuration il convenait, cependant, d'éliminer, *a priori*, l'officier d'état civil qui célèbre le mariage, les témoins et la future épouse, bien que, logiquement, c'est à celle-ci qu'il serait le plus naturel de donner la procuration ; au moins, aurait-elle ainsi la certitude que la célébration de son mariage ne dépendrait pas de la complaisance, de la bonne foi ou de la santé d'un tiers, dont tout dépend, cependant.

La circulaire ministérielle prévoit l'exclusion des témoins et du maire. Elle ne parle pas de l'épouse, estimant son élimination sous-entendue, mais, en revanche, elle édicte toute une série de prohibitions, purement arbitraires, qui ne se trouvent ni dans la Loi de 1915, ni dans le Code Civil avec lequel elles sont souvent en contradiction.

Sans doute pour échapper aux conséquences ridicules qu'entraînerait l'application des principes généraux du droit commun, elle exclut les mineurs, les femmes et les parents ou alliés de la future épouse.

M. Edouard Lévy, docteur en droit, qui a consacré un remarquable article au choix du mandataire dans les mariages par procuration (1), s'émeut, à juste titre, de ces prohibitions.

Avec lui, examinons-les une à une.

« 1° Le fondé de procuration choisi par le militaire ou le « marin devra, à raison du caractère spécial du mandat dont « il est investi et qui l'appelle à participer à un acte de l'état « civil, remplir la condition essentielle qui est exigée des « témoins à un tel acte par l'article 37 du Code Civil, c'est-à-dire qu'il devra être âgé de vingt et un ans au moins. »

Il semblerait naturel que l'exigence maxima relative à la capacité d'un fondé de procuration ne peut dépasser la capacité de celui qu'il représente. Or, comme, en France, on peut se marier à l'âge de dix-huit ans révolus (art. 144 C. C.) et qu'en fait, parmi les soldats qui se marieront par procuration, plusieurs seront mineurs, on ne voit pas pourquoi il serait indispensable que leurs fondés de procuration fussent leurs aînés, ce qui n'est pas le meilleur moyen d'inciter l'épouse à l'obéissance envers un homme dont l'âge permet de faire un mari, mais non pas un fondé de procuration.

D'autre part, l'article 1990 du Code Civil admet que « les mineurs émancipés peuvent être choisis pour mandataires ».

Enfin, il n'est pas exact que les mineurs ne peuvent pas participer à un acte de l'état civil : car, si la qualité de témoins leur est refusée, ils peuvent être déclarants d'une naissance (2) ou contractants dans la célébration du mariage.

(1) Edouard Lévy : De la loi à la circulaire (*la Loi* du 14-15 avril 1915).

(2) Le père légitime est nécessairement, quoique mineur, le déclarant la naissance de son fils (art. 56), et certains auteurs ont pensé qu'il pouvait également, quoique mineur, déclarer le décès de ce même enfant.

2° « ...comme il est destiné à représenter la personne du futur époux, ce ne pourra être qu'un homme ».

Nous reconnaissons bien volontiers que l'intervention d'une femme comme fondé de procuration du mari aurait quelque chose de comique. M. Pierre Mille, dans *le Temps* du 7 avril (1), l'a spirituellement remarqué. Mais la question n'est pas de savoir si la chose est séante ou non, la question est de savoir si la loi l'autorise. Or, ici, il n'y a aucun doute.

L'article 1990, auquel nous venons de faire allusion, dit que « les femmes peuvent être choisies comme mandataires ».

Nous supposons, bien que les termes de la circulaire soient quelque peu obscurs, qu'à ses yeux une femme peut être mandataire d'un homme tant qu'il ne s'agit que de ses intérêts pécuniaires, mais qu'une telle faculté doit lui être refusée lorsqu'il s'agit des droits de famille. Cette théorie est certainement inexacte : non seulement une femme peut en justice être demanderesse ou défenderesse *ès qualité*, comme fondée de procuration, dans une question d'état relative à un individu du sexe masculin (2), mais elle pourrait, en vertu de l'article 36 du Code Civil, reconnaître *ès qualité*, comme fondée de procuration spéciale et authentique, un enfant naturel, au nom du père. Si la procuration est régulière, jamais un mari ne refusera la déclaration de reconnaissance, sous prétexte qu'une femme « ne peut représenter la personne d'un homme ».

Comme le fait très justement remarquer M. Wahl (3), c'est une règle nouvelle que pose la circulaire : chaque sexe, d'après

(1) M. Pierre Mille imagine une cérémonie où deux femmes se présenteraient devant M. le Maire et se jureraient fidélité et obéissance. La Chancellerie, alarmée, intervient, et la circulaire vint modifier, sans aucun droit du reste, le texte législatif.

(2) Sans procuration, la mère naturelle représente la personne de son fils dans une action en recherche de paternité, comme la mère ou la grand-mère tutrice représente la personne de son fils ou petit-fils dans une action en rectification d'acte de naissance.

(3) Wahl, *loc. cit.*

elle, ne peut être représenté que par une personne du même sexe !

Arrivons à la troisième et dernière prohibition.

« ...De plus, le mandat prévu par la loi nouvelle ne pourra être confié à un parent ou allié de la future épouse à un degré comportant prohibition. »

Ici, la circulaire exige du mandataire les mêmes conditions que s'il se mariait lui-même ; et nous pensons qu'elle est allée un peu loin, surtout quand elle interdit au mobilisé de se faire représenter par son frère ou un frère de sa future épouse. Tel est aussi l'avis de M. Lévy (1).

« La circulaire, dit-il, ne veut pas que le marié soit représenté par le frère ou l'oncle de la mariée, de crainte qu'on ne puisse voir dans la célébration quelque chose comme une union incestueuse. Ce scrupule, outre que, là encore, il empiète sur la loi, est quelque peu naïf : jamais on ne s'y trompera. »

Pour être logique, la circulaire aurait dû interdire également de confier le mandat prévu par la loi nouvelle à un homme déjà marié, la bigamie étant un cas aussi pendable que l'inceste.

En outre, il faudrait s'entendre sur ce que signifient les mots : *alliés de la future épouse*. S'agit-il seulement du beau-père (second mari de la mère) et du beau-frère (mari de la sœur), de ceux qui sont déjà ses alliés au jour du mariage, ou faut-il y comprendre, en sus, ceux qui vont devenir ses alliés par le fait même du mariage, savoir le père et les frères du marié ?

La première hypothèse semble la plus vraisemblable, au point de vue purement grammatical, mais il serait imprudent de prétendre que c'est bien celle qui correspond aux intentions de la circulaire ministérielle. En effet, nous ne voyons rien de choquant à ce que le futur époux soit représenté par son père, alors même que ce père donne son consentement au mariage,

(1) Edouard Lévy, *loc. cit.*

mais nous sommes très étonnés de constater que la formule d'acte de mariage placée en annexe est manifestement inapplicable dans cette hypothèse et qu'on n'ait pas prévu pour elle une variante. Faut-il en conclure qu'on ne veut ni du père ni du frère comme fondé de procuration ? Pourtant, dans la tranchée, c'est à son frère que pensera tout d'abord le futur époux pour le représenter le jour de ses noces, et il ne viendrait même pas à la pensée de l'officier chargé de dresser la procuration que ce choix a, en soi, quelque chose de blâmable, de contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs. »

Si la circulaire s'explique par les conséquences singulières qu'entraînerait l'application des principes du droit commun, elle n'en introduit pas moins l'arbitraire dans la Loi.

Après avoir indiqué que les individus frappés de l'incapacité d'être témoins par suite de dégradation civique — encore cette assimilation entre les mandataires et les témoins — ou de déchéance prononcée en vertu de l'article 42 du Code pénal, ne pourront être fondés de procuration, la circulaire refuse l'autorisation si le mandataire désigné n'a pas qualité, « d'après ce qui vient d'être dit », pour remplir le rôle dont il a été chargé.

On le voit, le ministre fait ici acte de législateur.

Les trop nombreux empiètements sur le texte voté par le Parlement donnent, en fait, à la circulaire, la portée d'une loi : qu'il nous soit permis de le regretter.

M. Wahl s'est demandé si le mandat pourrait être donné en blanc. Tout en souhaitant que ce procédé devienne possible, dans l'intérêt du mobilisé, il pense, qu'en fait, l'autorisation ministérielle ne sera jamais donnée, dans ces conditions, car il serait trop facile aux intéressés de remplir le mandat par le nom d'un des nombreux incapables signalés par la circulaire.

Dans les instructions envoyées aux curés de son diocèse, le Cardinal-Archevêque de Paris s'est préoccupé d'adapter les règles religieuses du mariage à la loi du 4 avril 1915 :

« I. La procuration doit se rapporter uniquement au mariage. Elle doit donner mandat à une personne déterminée de formuler, aux lieu et place du mandant, le consentement à son mariage avec une personne déterminée.

« II. Le mandataire doit exécuter le mandat par lui-même, et ce, à peine de nullité.

« III. La procuration doit être écrite et présentée à l'Official, qui en examinera l'authenticité et permettra ensuite de procéder au mariage.

« IV. Cette procuration, formulée spécialement en vue du mariage religieux, sera dressée par un aumônier militaire (titulaire ou auxiliaire), assisté de deux témoins. Ceux-ci certifieront, sous la foi du serment, l'identité du mandant et aussi son état libre, s'ils le connaissent suffisamment ; sinon, on se contentera du serment de l'intéressé lui-même.

« V. L'archevêché fournit une formule de procuration (1) à envoyer à l'intéressé.

« VI. Le mariage doit être célébré au domicile ou à la résidence de la future.

« VII. Le procureur sera du sexe masculin et âgé de vingt

(1) L'an... et le... du mois de..., à..., diocèse de..., par devant nous... aumônier militaire de..., assisté de MM..., qui ont bien voulu être témoins du présent acte,

A comparu..., demeurant avant son incorporation à... et y exerçant la profession de..., lequel a, par ces présentes, déclaré constituer pour son fondé de procuration spéciale M..., à l'effet de le représenter au mariage religieux qu'il a l'intention de contracter devant M. le Curé de... ou tout prêtre régulièrement délégué par l'Ordinaire, avec..., quand toutes les formalités civiles de son mariage auront été remplies.

Ledit fondé de procuration prononcera, en son nom, le consentement au mariage et signera, en conséquence, en son nom le procès-verbal de cet acte.

Le comparant a aussi déclaré donner mandat audit fondé de procuration à l'effet de reconnaître en son nom pour (son fils ou sa fille) l'enfant né de ladite... et inscrit sur les registres de baptême de la paroisse de..., en date du...

En foi de quoi nous avons dressé le présent acte.

Fait à..., le... Signatures (aumônier, mandant et témoins).

et un ans au moins. On écartera le père, le grand-père, le frère, le fils et l'oncle de la future. Le procureur pourra être le même que celui désigné pour le mariage civil. »

On le voit, ces instructions de l'Autorité religieuse sont presque calquées sur la circulaire du 8 avril. Les prohibitions sont à peu près les mêmes, la formule de procuration est équivalente. Mais l'Archevêque de Paris, n'étant pas tenu d'appliquer la loi civile, était libre d'édicter telles règles arbitraires qu'il jugeait opportunes.

Nous avons dit, en abordant l'étude de la loi du 4 avril 1915, qu'il pouvait arriver que, bien qu'ayant reçu un mandat impératif, le procureur, pour une raison quelconque, refuse son consentement au mariage ; dans ces conditions, tout est à recommencer, et il faudra demander au militaire une nouvelle procuration qui, bien souvent, arrivera trop tard.

Mais le mandataire empêché, par une circonstance indépendante de sa volonté, de se présenter, au jour fixé, devant l'officier de l'état civil, ne pourrait-il se substituer un tiers ?

Si l'on applique, ici, le Droit Commun, cette substitution paraît possible en vertu des dispositions de l'article 1994 (1) du Code Civil. Mais, en fait, nous ne pouvons que répéter ici ce que nous avons dit à propos du *mandat en blanc*. Comme on ne veut pas que le mandat soit donné à certaines personnes désignées par la circulaire, on n'admettra jamais que le mandataire, ayant la possibilité de se substituer un tiers, désigne une de ces personnes ; et l'autorisation ne sera pas accordée.

Les instructions de l'Autorité religieuse sont, en cela, plus précises que celles de l'Autorité civile. Elles édictent, en effet,

(1) Art. 1994. — Le mandataire répond de celui qu'il s'est substitué dans la gestion : 1^o quand il n'a pas reçu le pouvoir de se substituer quelqu'un ; 2^o quand ce pouvoir lui a été conféré sans désignation de personne, et que celle dont il a fait choix était notoirement incapable ou insolvable.

Dans tous les cas, le mandant peut agir directement contre la personne que le mandataire s'est substituée.

que « le mandataire doit exécuter le mandat par lui-même, et ce, à peine de nullité ».

C. — MARIAGE POSTHUME

Qu'advient-il du mariage contracté par procuration, si le futur époux est mort avant le jour de la célébration? L'exposé des motifs de la loi du 4 avril avait déjà posé la question.

L'article 2003 du Code civil dispose que le mandat finit par la mort du mandant.

Il est bien certain, dès lors, que si la nouvelle du décès du militaire ou du marin est parvenue à l'officier de l'état civil, celui-ci ne pourra plus procéder à la célébration du mariage.

Mais, si la mort du futur époux n'était pas encore connue et si cette ignorance a été partagée par la future épouse, le mariage célébré sous l'empire de cette erreur commune *sera incontestablement nul* ; mais, en nous reportant aux principes généraux posés par la jurisprudence, nous estimons, avec le Parlement et le Gouvernement, qu'il produira les effets que l'article 201 du Code Civil a attachés au mariage putatif, tant à l'égard de la femme que des enfants nés ou à naître.

« De tels mariages, disait le rapporteur au Sénat, auront bien souvent pour objectif la reconnaissance ou la légitimation d'enfants naturels: Si la femme est de bonne foi, si elle a ignoré le décès de celui avec lequel elle voulait contracter mariage, elle doit bénéficier de sa bonne foi. En bénéficieront aussi les enfants nés ou conçus. On se trouvera ainsi en présence d'un mariage putatif. »

Cette solution est-elle conforme aux principes? Le point est délicat.

« Il s'agit, en somme (1), d'un cas où le mariage est inexistant, ou n'a été célébré qu'en apparence, c'est-à-dire d'un cas

(1) Wahl, *loc. cit.*

où l'une des conditions essentielles au mariage, l'une de celles dont l'absence supprime le mariage même, ne se rencontre pas. Or, si la doctrine conteste qu'un mariage de ce genre puisse être putatif, la Cour de Cassation n'a pas hésité à admettre l'affirmative (Cass. civ., 30 juillet 1900 : D., 1901, I, 317).

Nous croyons qu'elle a eu raison. Et cependant, il n'est pas certain que cette jurisprudence puisse s'appliquer ici. Car il faut distinguer du mariage qualifié par la doctrine d'inexistant et considéré par la Cour de Cassation comme un mariage simplement frappé d'une nullité très énergique, le mariage *qui n'a pas eu lieu*. Dira-t-on qu'un mariage imaginaire peut être putatif? Admettra-t-on qu'un mariage célébré par le maire entre deux personnes, dont l'une n'était pas présente, n'a pas consenti et n'a pas su qu'on la mariait, peut être putatif? En réalité, quand l'époux était décédé avant le mariage, la situation est celle que nous venons de dépeindre. Et n'est-il pas, en outre, singulier, que, la mort du mandataire avant le mariage étant un obstacle absolu au mariage, la mort du mandant puisse laisser au mariage, bien que nul, ses effets?

Quoi qu'il en soit, même si le Législateur devait être en désaccord avec la doctrine, il faut se féliciter de la solution qu'il a adoptée.

Il est hors de doute que le mariage conservera son caractère putatif en cas de révocation du mandat ou folie du futur époux, pourvu que ces événements soient ignorés au moment de la célébration.

La femme, ignorant le décès du mandant, pourra réclamer dans sa succession les droits du conjoint survivant et les enfants seront légitimés : telles sont les conséquences du mariage putatif.

CHAPITRE II

EN QUOI LE DROIT COMMUN DEMEURE

En dehors du droit accordé aux militaires qui ne peuvent comparaître devant l'officier d'état civil, de se marier par procuration, la loi du 4 avril 1915 ne modifie en aucune manière les autres formalités prescrites par le Code Civil pour la célébration du mariage, et ne porte aucune atteinte à sa publicité.

A. — CONSENTEMENT

« Les prescriptions de la Loi du 20 juin 1907 seront rigoureusement appliquées, disait le rapporteur au Sénat. Le jeune homme de moins de vingt et un ans devra justifier du consentement de ses père et mère. Le jeune homme de vingt et un à trente ans devra justifier, ou du consentement ou de la notification faite en conformité des articles 151 et 154 du Code Civil (1). »

Grâce à l'heureuse et opportune intervention de M. le sénateur

(1) *Art. 151* (L. 21 juin 1907). — Les enfants ayant atteint l'âge de vingt et un ans révolus et jusqu'à l'âge de trente ans révolus, sont tenus de justifier du consentement de leurs père et mère.

A défaut de ce consentement, l'intéressé fera notifier, dans les formes prévues en l'article 154, l'union projetée à ses père et mère ou à celui des deux dont le consentement n'est pas obtenu.

Trente jours écoulés après justification de cette notification, il sera passé outre à la célébration du mariage.

Art. 154 (L. 21 juin 1907). — La notification prescrite par l'article 151 sera faite à la requête de l'intéressé par un notaire instrumentant sans le

teur Herriot, le délai de un mois prévu par l'article 151 fut réduit de moitié ; un article additionnel, accepté par la Commission de législation, était, dès lors, ajouté au premier paragraphe de l'article 1^{er} de la loi du 4 avril.

« ...Dans ce cas, le délai de trente jours francs, prévu par les articles 151 et 154 du Code Civil, sera réduit à quinze jours francs. »

Cette réduction est la seule modification apportée ici au Droit Commun, dont le principe demeure.

« Peut-être, affirmait le rapporteur à la Chambre, aurait-on pu aller jusqu'à supprimer, sinon la notification, du moins tout délai, car, selon l'énergique expression de M. Herriot : « Pour envoyer au feu un jeune homme de vingt-huit ans, « on ne lui a pas demandé l'autorisation de sa mère. L'homme « qui risque sa vie à toute heure doit jouir de sa pleine autonomie morale. »

Nous préférons rendre hommage aux sentiments exprimés par ce sénateur que d'examiner la valeur de son argumentation.

Quoi qu'il en soit, on n'aurait pas dû perdre de vue que la Loi tendait à rendre possible le mariage *in extremis* lui-même et que la meilleure mesure pour le faciliter était la suppression de tout délai.

Il importait que la modification soit gratuite ; or, elle ne le sera que si le militaire est indigent. Elle coûtera jusqu'à 50 francs, à cause de l'obligation de la notification par un notaire. L'article 154 a beau spécifier que l'acte de notification doit être visé pour timbre et enregistré gratis : tout est gratuit, sauf les honoraires du notaire.

concours d'un deuxième notaire ni de témoins. — Cet acte, visé pour timbre et enregistré gratis, énoncera, etc... — Il contiendra aussi déclaration que cette notification leur est faite en vue d'obtenir leur consentement, et qu'à défaut il sera passé outre à la célébration du mariage à l'expiration du délai de trente jours francs.

Afin de remédier à l'impossibilité où, en raison des circonstances, beaucoup se trouveraient de ne pouvoir réaliser leur volonté faute d'argent. M. Catalogne, rapporteur au Sénat, demanda et M. le Garde des Sceaux promit, parmi les instructions à donner, des précisions ordonnant l'application aux intéressés des dispositions de la loi du 10 décembre 1850, relative au mariage des indigents.

Et le rapporteur formulait ce vœu : « Il appartiendra au Procureur de la République et, tout d'abord, au Garde des Sceaux, de rappeler cette loi de 1850 et de dire qu'elle sera appliquée *dans toute sa force et teneur*, c'est-à-dire que la gratuité s'appliquera même aux bons offices des notaires, qui seront les premiers à proposer la suppression de leurs honoraires au profit des militaires indigents. »

C'est la même idée que nous retrouvons dans la circulaire ministérielle, avec le même espoir dans la bienveillance et le désintéressement des notaires.

« L'acte de notification, dit acte respectueux, sera visé pour timbre et enregistré gratis. De plus, en vertu de l'article 4, § 4, de la loi du 10 décembre 1850, modifiée par celle du 20 juin 1896 (1), il sera exempt de tous droits, frais et honoraires à

(1) L. (L. 20 juin 1896). — Les extraits des registres de l'état civil, les actes de notoriété, respectueux, de consentement, de publication, de délibération de Conseil de famille, les certificats de libération du service militaire, les dispenses pour cause de parenté, d'alliance ou d'âge, les actes de reconnaissance des enfants naturels, les actes de procédure, les jugements et arrêts dont la production sera nécessaire dans les cas prévus par l'article 1^{er}, seront visés pour timbre et enregistrés gratis, lorsqu'il y aura lieu à enregistrement.

Il ne sera perçu aucun droit de greffe, ni aucun droit de sceau au profit du Trésor sur les minutes et originaux, ainsi que sur les copies ou expéditions qui en seraient passibles.

L'obligation du visa pour timbre n'est pas applicable aux publications civiles, ni aux certificats constatant la célébration civile du mariage.

Les actes respectueux comme les actes de consentement seront exempts de tous droits, frais et honoraires, à l'égard des officiers ministériels qui les recevront; il en sera de même pour les actes de consentement reçus à l'étranger, par les agents diplomatiques ou consulaires français.

l'égard du notaire qui y procédera, si le futur époux est en mesure de se prévaloir de ces dispositions légales, dont le bénéfice lui sera assuré *sur la production d'un certificat d'indigence* délivré par le commissaire de police ou, à défaut, par le maire, au vu d'un extrait du rôle des contributions directes constatant que le militaire ou marin paie moins de 10 francs, ou d'un certificat de non-imposition décerné par le percepteur ; le certificat d'indigence doit être visé et approuvé par le juge de paix.

« Je suis, d'ailleurs, persuadé que, dans tous les cas dignes de leur sollicitude, les notaires prêteront spontanément leur ministère gratuit aux militaires et marins qui pourront en avoir besoin, sans qu'il soit nécessaire à ceux-ci d'invoquer la Loi du 10 décembre 1850. »

Qui dirait, à la lecture de ces dispositions, que le Législateur a voulu non seulement favoriser, mais hâter le mariage des mobilisés !

Combien de véritables indigents, redoutant le retard qu'entraîneraient ces formalités ne voudront pas y recourir et seront obligés de payer les honoraires du notaire !

B. — PUBLICATIONS

Nous ne reviendrons pas longuement sur cette question, que nous avons eu l'occasion d'examiner en détail en nous occupant des « autorisations ». Notons seulement que les publications demeurent indispensables, sauf dispense accordée conformément à l'article 169 du Code Civil.

L'exposé des motifs n'admettait cette dispense que si le mariage « requérait célérité », comme si tous les mariages prévus par la Loi du 4 avril ne remplissaient pas cette condition !

C'est ce qu'a reconnu la circulaire du 8 avril, en décidant que le Procureur de la République accordera cette dispense au vu de la double autorisation ministérielle de mariage par procuration.

Du reste, nous avons plaisir à le redire ici, les Procureurs ont toujours appliqué les dispositions de l'article 169 le plus largement et le plus bienveillamment, depuis le début des hostilités, considérant, très logiquement, que la mobilisation des futurs époux constituait une cause suffisamment grave.

Nous avons même vu que le Procureur de la République du Tribunal de la Seine avait accordé dispense de publication pour tous les mariages concernant des mobilisés ; et son exemple n'a pas tardé à se généraliser.

En fait, les publications se trouvent supprimées dans tous les mariages des mobilisés.

C. — CÉLÉBRATION

Aucune atteinte n'est portée par la Loi nouvelle au principe de la célébration. Mais, provisoirement, c'est-à-dire jusqu'à la conclusion de la paix, sera suspendue la prescription de l'article 75 du Code Civil, qui exige la présence simultanée des futurs époux. Comme jadis, pour les mariages royaux, l'on n'exigera pas la comparution du futur époux mobilisé, devant l'officier d'état civil.

La circulaire dispose que, dès que l'officier de l'état civil aura procédé à la célébration du mariage, il en avisera par lettre le ministre de la Guerre ou le ministre de la Marine, pour que celui-ci en informe le militaire ou le marin.

M. Wahl note qu'il n'aurait pas été inutile de songer que certaines formalités de la célébration du mariage deviennent, dans le mariage par procuration, ridicules ou impossibles, notamment la lecture aux époux des dispositions du Code relatives aux droits et devoirs respectifs des époux.

Il est certain que ces dispositions intéressent le futur époux, mais non pas son mandataire ; il eût, sans doute, été préférable, tout en maintenant la lecture pour la future épouse, de reproduire les textes du Code dans la procuration ou d'en

exiger la lecture au futur époux par l'officier chargé de dresser cette procuration.

La circulaire du 8 avril donne un modèle d'acte de mariage « en cas de participation d'un fondé de procuration », qu'il n'est pas inutile de reproduire ici.

(Les futurs époux ont plus de vingt et un ans et moins de trente ans révolus.)

« Le trente et un mai mil neuf cent quinze, quatre heures du soir, devant nous, Paul-Frédéric Millat, maire de Clairvoix, ont comparu publiquement en la maison commune :

« Félicien-Joseph Bangy, soixante ans, peintre en bâtiments, domicilié 12, rue des Carmes, à Rouen, agissant comme fondé de procuration spéciale de Jean-Léon-Lucien Bangy, son neveu, garde forestier de l'Etat, né à Varangéville-sur-Mer (Seine-Inférieure), le douze juillet mil huit cent quatre-vingt-sept, demeurant à Compiègne, 3, rue Hurtebise, fils majeur de Ferdinand Bangy et de Claire Bourreuilles, son épouse, tous deux décédés, lequel actuellement sergent-major au 254^e régiment d'infanterie, a obtenu les autorisations prévues par la loi du 4 avril 1915, d'une part ;

« Et Juliette-Léonie Périnet, sans profession, née à Clairvoix, le cinq octobre mil huit cent quatre-vingt-neuf, demeurant à Clairvoix, villa « les Lilas », fille majeure de Jérôme Périnet, employé de l'Octroi de Compiègne, et de Fanny-Rose Brunet, son épouse, sans profession, domiciliés à Clairvoix, villa « les Lilas », présents et consentants, d'autre part.

« Les comparants déclarent qu'il n'a pas été fait de contrat de mariage.

« Aucune opposition n'ayant été faite, le fondé de procuration spéciale a déclaré que son mandant veut prendre pour épouse Juliette-Léonie Périnet, qui a déclaré ensuite vouloir prendre pour époux Jean-Léon-Lucien Bangy, et nous avons prononcé au nom de la Loi que Jean-Léon-Lucien Bangy et Juliette-Léonie Périnet sont unis par le mariage.

« Dont acte, en présence de (désignation des quatre témoins).

« Lecture faite, le fondé de procuration spéciale de l'époux, l'épouse, ses père et mère et les témoins ont signé avec nous. »

Rappelons que la célébration du mariage ne vaut pas, par elle-même, légitimation des enfants naturels qui n'ont pas été reconnus légalement auparavant par les deux époux (art. 331 du Code Civil) (1). Afin de rendre le mariage opérant dans ce but, le militaire devra, dans l'acte de procuration, par lequel il donne pouvoir à son mandataire de le représenter devant l'officier de l'état civil, insérer un second mandat pour lui permettre de reconnaître, en son nom, les enfants naturels qu'il a eus de la future épouse.

Il convient de remarquer que le mobilisé peut procéder directement à cette reconnaissance, en vertu de l'article 98 du Code Civil, devant les fonctionnaires ou les officiers indiqués à l'article 93 du même Code.

En résumé, la Loi du 4 avril n'a pas enlevé à l'acte de mariage son caractère juridique d'acte solennel. Au contraire, comme l'a fait judicieusement remarquer M. Lefas à la séance de la Chambre du 9 décembre 1915, ce caractère a été en quelque sorte renforcé, puisque la Loi exige qu'à la solennité de la célébration, devant l'officier d'état civil, s'adjoigne un autre acte solennel préalable : la déclaration faite par le militaire devant l'officier chargé d'établir la procuration.

(1) *Art. 331 C. C.* (L. 7 novembre 1907). — « Les enfants nés hors du mariage pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les auront légalement reconnus avant leur mariage ou qu'ils les reconnaîtront dans l'acte même de la célébration... »

Une loi du 30 décembre 1915 permet la reconnaissance des enfants naturels postérieurement au mariage par jugement ; elle autorise, d'autre part, sous certaines conditions, la légitimation des enfants adultérins.

CONCLUSION

EFFETS RÉELS DE LA LOI

Le premier mariage par procuration a été célébré le 17 mai 1915, à Paris, c'est-à-dire *six semaines* après la promulgation de la Loi. Voici en quels termes l'enregistrait le *Petit Parisien* du 19 mai 1915 :

« Hier, à la mairie du Panthéon, fut célébré le premier mariage par procuration. C'était celui d'un avoué parisien, M^e Lorin, actuellement sur le front, et de Mlle Martigny.

« Un ami de M^e Lorin, M. Soucke, représentait, conformément à la Loi, le « futur », retenu sous les drapeaux.

« C'est M. Arthur Taire, maire-adjoint du V^e arrondissement, qui remplissait les fonctions d'officier de l'état civil. L'honorable magistrat, au milieu du silence grave et recueilli des assistants, très impressionnés, posa au représentant de M. Lorin la question légale :

« — Vous affirmez avoir reçu mandat de M. Lorin pour déclarer, en son nom, qu'il consent à prendre pour épouse Mlle Martigny ?

« — Oui, répondit M. Soucke.

« Quant à la fiancée, c'est d'une voix très émue, on le devine, qu'elle prononça le oui traditionnel... »

Le courage de M^e Lorin, qui avait mis six semaines à se manifester, n'eut pas le nombre d'imitateurs que nos **Parlemen-**taires avaient espéré et nous aurions témérairement affirmé que la Loi du 4 avril était restée sans application si une statistique

officielle, provoquée par M. le sénateur Mazière (1), ne nous en proclamait les résultats.

Année 1915	Paris		Lyon	Marseille
	XI ^e ARR.	XVIII ^e ARR.		
Mai	»	»	1	1
Juin.	12	11	1	7
Juillet	49	31	8	25
Août	21	26	8	40
Septembre.	10	12	1	14
Octobre	8	14	1	9
Novembre.	6	6	6	11
Décembre.	10	7	2	5
Année 1916				
Janvier	1	1	3	4
Février.	»	3	1	7
TOTAL.	<u>117</u>	<u>111</u>	<u>32</u>	<u>123</u>

Nous voyons par là que si, à Paris, dans le XI^e arrondissement, il y eut en juin-juillet et août un total de 82 mariages, ce qui est déjà modeste, en janvier 1916 il n'y en eut qu'un et en février aucun.

Les chiffres sont analogues dans le XVIII^e arrondissement ; à Marseille, il y en eut davantage, mais bien moins à Lyon.

En somme, dans les deux plus grandes villes de France et dans deux des arrondissements de Paris les plus peuplés, on arrive à un total de 383 mariages par procuration et il y a tout lieu de croire qu'on n'aura plus longtemps à en enregistrer.

Quant à la Loi du 19 août 1915, étendant le bénéfice des dispositions du 4 avril aux prisonniers de guerre, elle a été marquée par un insuccès complet.

(1) Réponse de M. le Ministre de la Justice à la question écrite n° 816, posée le 26 mars 1915 par M. Mazière à M. le Ministre de l'Intérieur et transmise par celui-ci, pour attribution, à M. le Ministre de la Justice. (*Journ. Off.*, 21 avril. Annexe Sénat, p. 370.)

La réponse à une question posée par M. Flandin, sénateur, le 22 avril dernier (1), nous fait connaître qu'en sept mois, pour toute la France, la Loi s'est appliquée dix fois, ou plutôt que dix autorisations ont été accordées, ce qui n'est pas la même chose : il n'est pas certain, en effet, que dix mariages aient été célébrés.

Ce qui prouve combien l'instruction des dossiers est lente et pénible, c'est que la réponse du ministre en signale quatorze à l'étude !! Tout porte à croire que ce sont de très anciens dossiers, car si en sept mois dix seulement ont été instruits, ces quatorze ne doivent pas être du dernier mois !

Cette réponse ministérielle tend à constater que les dossiers irréguliers sont la règle et les réguliers l'exception, et ainsi condamne la complexité de la procédure des Lois du 4 avril et 19 août 1915. On exige trop de signatures !

Et voilà comment une réforme utile agonise, à peine née !

C'était à prévoir ; nous avons même dit que c'était prévu, puisque au cours des travaux parlementaires le formalisme ridicule imaginé par le Législateur avait été discerné et signalé. La Commission de la Chambre en fut avisée, mais il fallait, paraît-il, « aboutir avant de se séparer » !

En résumé, la Loi du 4 avril est une loi bien intentionnée, mais maladroitement conçue, trop compliquée, trop longue à mettre en œuvre et à laquelle le système des permissions est venu porter le dernier coup. Désormais, le soldat qui veut se marier n'aura plus à pénétrer dans le maquis de la paperasserie administrative ; il attendra sa permission régulière. Avant son arrivée, le futur époux réunira les pièces nécessaires, les bans seront publiés. S'il y a urgence, le Procureur de la République n'hésitera pas à dispenser de la publication et de tout délai et autorisera la célébration du mariage, nonobstant la

(1) Réponse à consulter dans le *Journal Officiel*, à la suite du compte rendu de la séance du 18 mai 1915.

non-production de pièces qu'il ne jugera pas indispensables, et sur le vu de justifications équivalentes. Les ascendants auront envoyé leur acte de consentement et, en deux ou trois jours, le mariage pourra être célébré.

Qu'il nous soit permis, en terminant, de souhaiter que nos parlementaires, revenant sur leur erreur, ne tardent pas à rayer de notre Code une Loi désormais inutile et que, s'inspirant de la théorie de la Déclaration, qualifiée de *séduisante* par le rapporteur à la Chambre et rejetée, cependant, sans examen, ils donnent par un nouveau texte aux défenseurs de notre sol la satisfaction à laquelle ils ont droit : se marier facilement, rapidement, sans quitter leur poste d'honneur, face à l'ennemi.

Vu :

Lyon, le 7 juillet 1916,

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

L. JOSSERAND.

Vu :

Lyon, le 7 juillet 1916,

LE DOYEN,

L. JOSSERAND.

Permis d'imprimer :

Lyon, le 8 juillet 1916,

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE,

P. JOUBIN.

BIBLIOGRAPHIE

- DIGESTE, L. V, XVIII. 2.
POTHIER, *Du Contrat de mariage*.
VAZEILLES, *Traité du Mariage*.
DÉCRÉTALE DE BONIFACE VIII, Cap. fin., *De procuratione*
Pandectes françaises.
Archives parlementaires.
Encyclopédie méthodique.
AUBRY et RAU, *Droit Civil*.
BAUDRY, *Droit Civil*.
ROGUIN, *Droit Civil comparé*.
PLANIOL, *Droit Civil*.
VIGIÉ, *Droit Civil*.
GIRARD, *Droit Romain*.
HUC, *Droit Civil*.
Collection Dalloz.
Collection Sirey.
WAHL (Albert), *le Mariage par procuration des mobilisés*.
FOUGEROL, *Condition civile des mobilisés*.
Recueil des Actes administratifs, année 1916.
Revue du Notariat, 1915. Nos 16.190, 16.144, 16.346, 16.347, 16.014, 15.985,
16.026, 16.228.
Economiste français, 5 novembre 1890, p. 419.
La Loi, janvier et avril 1915.
Gazette des Tribunaux, 1915-16.
Journal de la Société de Statistique de Paris, novembre 1915.
Journal le Temps, nos des 7 mars, 7 avril, 29 avril 1915.
Code Civil italien.
Journal Officiel.

Loi du 4 avril 1915.

- Sénat. — Rapport Briand : 18 février 1915 (annexe n° 37).
— Rapport Catalogne : 6 mars (annexe n° 82).
— Discussion, adoption : 19 mars, p. 105.

Chambre. — Présentation : 18 mars 1915 (annexe n° 763).

— Rapport Veber : 25 mars (annexe n° 797).

— Discussion, adoption (*Officiel* du 2 avril 1915, p. 514).

Circulaire du 8 avril (*Officiel* du 10 avril 1915).

Loi du 19 août 1915 (*Officiel* du 20 août 1915).

Collection 1915-1916 pour les réponses aux questions écrites.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
Intérêt du problème	1
HISTORIQUE.	5
§ 1. Droit romain	5
§ 2. Ancien droit français	6
§ 3. Code civil.	10
PREMIÈRE PARTIE. — De la nécessité d'apporter des modifications au droit commun devant les événements actuels	
	13
CHAPITRE PREMIER. — La situation nouvelle	13
§ I. Procédure actuelle du mariage	13
§ II. Nécessité de la simplifier	15
Pièces à produire pour contracter mariage	16
I. A tout âge	16
II. De vingt et un ans à trente ans	17
III. Jusqu'à vingt et un ans	17
IV. Pièces diverses	18
V. Coût des extraits d'actes de l'état civil en France	18
§ III. Comment est née l'idée d'une loi nouvelle.	19
CHAPITRE II. — Le remède : procuration ou déclaration	25
§ I. Position de la question	25
§ II. Procuration. Déclaration	27
§ III. Comparaison des deux procédés	29
A. Au point de vue pratique	29
B. Au point de vue juridique	31

DEUXIÈME PARTIE. — Etude de la loi du 4 avril 1915 . . .	35
CHAPITRE PREMIER. — Modifications au droit commun . . .	35
A. Les bénéficiaires de la loi	35
§ I. Quelles sont les personnes qui peuvent se marier par procuration	35
§ II. Prisonniers	36
§ III. Etrangers	42
B. Procédure du mariage par procuration	47
§ I. Les autorisations	47
§ II. La procuration	58
§ III. Le procureur	63
C. Mariage posthume	70
CHAPITRE II. — En quoi le droit commun demeure	72
A. Consentement.	72
B. Publications	75
C. Célébration	76
CONCLUSION.	79
Effets réels de la loi	79
BIBLIOGRAPHIE.	83

